

PAGESJAUNES GROUPE



Informations financières consolidées au 31 décembre 2011

Conseil d'administration du 14 février 2012

PagesJaunes Groupe

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 56 196 950,80 euros

Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex

R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2011	3
1.1. Présentation générale	3
1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2011	4
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet	6
1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés	6
1.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités	7
1.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé	7
1.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions	7
1.2.4.2. Dotations aux amortissements	8
1.2.4.3. Résultat d'exploitation	8
1.2.5. Analyse du résultat de la période	8
1.2.5.1. Résultat financier	8
1.2.5.2. Impôt sur les sociétés	9
1.2.5.3. Résultat de la période	9
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées	10
1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées	12
1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2012	12
1.6. Événements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2011	12
1.7. Recherche et développement	12
2. Comptes consolidés	14
Etat du résultat consolidé	14
Etat du résultat global	15
Etat de situation financière	16
Etat de variation des capitaux propres consolidés	17
Etat des flux de trésorerie	18
Note 1 – Informations relatives au Groupe	19
Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2011	19
Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation	21
3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8	21
3.2 - Consolidation	22
3.3 - Opérations en devises	23
3.4 - Présentation des états financiers	23
3.5 - Chiffre d'affaires	23
3.6 - Frais de publicité et assimilés	24
3.7 - Résultat par action	24
3.8 - Ecart d'acquisition	24
3.9 - Autres immobilisations incorporelles	25
3.10 - Immobilisations corporelles	26
3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé	27
3.12 - Actifs et passifs financiers	27
3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers	27
3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers	28
3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés	29
3.13 - Stocks	29
3.14 - Impôts différés	30
3.15 - Provisions	30
3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires	31
3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi	31
3.16.2 - Autres avantages à long terme	31
3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail	31
3.17 - Rémunération en actions	32
3.18 - Actions propres	32
Note 4 - Information sectorielle	32
4.1 - Par secteur d'activité	34
4.2 - Par zone géographique	35

Note 5 - Variation du périmètre de consolidation	35
Note 6 - Charges de personnel.....	38
Note 7 - Résultat de cession d'actifs	38
Note 8 - Résultat financier.....	39
Note 9 - Impôt sur les sociétés	40
9.1 - Preuve d'impôt groupe	40
9.2 - Impôt au bilan	41
Note 10 - Résultat par action.....	42
Note 11 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées	42
Note 12 - Autres immobilisations incorporelles	43
Note 13 - Immobilisations corporelles	44
Note 14 - Autres actifs disponibles à la vente.....	44
Note 15 - Autres actifs financiers non courants.....	44
Note 16 - Instruments financiers dérivés	45
Note 17 - Stocks nets	46
Note 18 - Créances clients.....	46
Note 19 - Autres actifs courants.....	47
Note 20 - Charges constatées d'avance.....	47
Note 21 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs.....	47
Note 22 - Capitaux propres	48
22.1 - Capital social	48
22.2 - Autres réserves et autres éléments du résultat global	48
22.3 - Actions propres	48
22.4 - Dividendes	49
Note 23 - Dettes fournisseurs	49
Note 24 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs	49
Note 25 - Stock options et actions gratuites.....	52
25.1 - Stock options.....	52
25.1.1 - Description des plans	52
25.1.2 - Description des modèles d'évaluation.....	52
25.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice.....	54
25.2 - Attribution gratuite d'actions	55
25.2.1 - Description des plans	55
25.2.2 - Description des modèles d'évaluation.....	55
25.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions	56
Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net.....	56
Note 27 - Produits constatés d'avance.....	58
Note 28 – Instruments financiers	59
28.1 - Instruments financiers inscrits au bilan.....	59
28.2 - Effet en résultat des instruments financiers	60
Note 29 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital.....	60
Note 30 - Informations sur les parties liées.....	62
30.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration.....	62
30.2 - Transactions avec les parties liées.....	62
Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan	63
Note 32 - Litiges	65
Note 33 - Honoraires des commissaires aux comptes	67
Note 34 - Périmètre de consolidation	68
Note 35 - Evénements postérieurs à la clôture	68

1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2011

1.1. Présentation générale

Le Groupe a comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale, principalement en France, au travers de l'édition d'annuaires en ligne et imprimés, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Au travers de ses filiales, le Groupe PagesJaunes exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des médias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels.

Les activités du Groupe se décomposent en trois segments :

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (QDQ Media), au Luxembourg (Editus), et sur 12 pays au travers de l'entité 123people.

Dans ce segment sont regroupées les activités d'annuaires en ligne de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horizon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ».

Le Groupe est l'un des principaux acteurs européens pour la fabrication et hébergement de sites, et propose à ses clients des solutions d'optimisation et de visibilité sur le web de type « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant).

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne des marques Mappy et UrbanDive, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal.

La recherche de personnes et de profils en ligne avec 123people, la demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Keltravo, le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrées dans ce segment.

- Annuaire imprimés :

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*, annuaires QDQ Media en Espagne et Editus au Luxembourg).

- Autres Activités :

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de PagesJaunes : services de renseignements par

téléphone et par SMS (118 008), Minitel, et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PagesJaunes Marketing Services : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2011

Groupe PagesJaunes En millions d'euros	Exercices clos le 31 décembre		
	2011	2010	Variation 2011/2010
Chiffre d'affaires	1 101,6	1 125,2	-2,1%
Achats externes	(255,7)	(260,4)	-1,8%
Autres produits d'exploitation	3,9	3,2	21,9%
Autres charges d'exploitation	(11,5)	(11,9)	-3,4%
Salaires et charges sociales	(345,2)	(338,3)	2,0%
Marge brute opérationnelle	493,1	517,8	-4,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>44,8%</i>	<i>46,0%</i>	
Participation des salariés	(14,1)	(14,7)	-4,1%
Rémunération en actions	(1,9)	(2,5)	-24,0%
Dotations aux amortissements	(25,4)	(18,4)	38,0%
Résultat de cession d'actifs	(1,2)	(0,1)	na
Coût des restructurations	(0,7)	-	na
Frais d'acquisition des titres	(0,9)	(0,4)	125,0%
Résultat d'exploitation	449,0	481,7	-6,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>40,8%</i>	<i>42,8%</i>	
Produits financiers	2,9	2,0	45,0%
Charges financières	(129,0)	(99,6)	29,5%
Gain (perte) de change	-	0,0	na
Résultat financier	(126,2)	(97,6)	29,3%
Quote-part de résultat des entreprises associées	(0,2)	-	na
Résultat avant impôt	322,6	384,2	-16,0%
Impôt sur les sociétés	(125,6)	(139,2)	-9,8%
Résultat de la période	197,1	244,9	-19,5%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	197,0	244,9	-19,6%
- intérêts minoritaires	0,0	(0,0)	

Le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe, en France et à l'International, s'élève à 2 183,5 millions au 31 décembre 2011, en hausse de 8,6% par rapport au 31 décembre 2010, à périmètre comparable avec un doublement du nombre de visites sur Internet mobile. Hors 123people, le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe s'élève à 1 567,0 millions au 31 décembre 2011, en hausse de 9,3% par rapport au 31 décembre 2010.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PagesJaunes s'élève à 1 101,6 millions d'euros en 2011, en baisse de 2,1% par rapport à 2010. Le repli du chiffre d'affaires des annuaires imprimés, en baisse de 9,2% par rapport à 2010, est partiellement compensé par la croissance des activités Internet, en hausse de 7,0% par rapport à 2010 à 490,7 millions d'euros. Les revenus Internet représentent ainsi 52,2% du chiffre d'affaires du Groupe en 2011 contre 47,8% en 2010.

La marge brute opérationnelle du Groupe s'élève à 493,1 millions d'euros en 2011, en baisse de 4,8% par rapport à 2010. La poursuite des efforts d'optimisation des coûts des Annuaires imprimés et des Autres Activités a permis de compenser en grande partie les investissements dans les nouveaux produits et services Internet, et de conserver un taux de marge brute opérationnelle élevé à 44,8% en 2011 contre 46,0% en 2010.

Le résultat d'exploitation du Groupe de 449,0 millions d'euros est en baisse de 6,8% par rapport à 2010. La baisse du résultat d'exploitation résulte essentiellement de la baisse de la marge brute opérationnelle, ainsi que de l'augmentation des dotations aux amortissements, pour 7,0 millions d'euros, du fait de l'accroissement des investissements Internet à partir de 2010.

Le résultat financier du Groupe de (126,2) millions d'euros a diminué de 29,3% entre 2010 et 2011 en raison de la hausse du taux d'intérêt moyen de la dette brute (y compris instruments de couverture), qui est passé de 4,55% en 2010 à 5,77% en 2011 et de l'amortissement accéléré d'un montant de 5,1 millions d'euros d'une partie des frais liés à l'émission en 2006, et à la renégociation en 2011, de l'emprunt bancaire.

Le résultat de la période s'élève à 197,1 millions d'euros, en baisse de 19,5% par rapport à 2010.

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires et la marge brute opérationnelle, pour chacun des trois segments du Groupe : Internet, Annuaires imprimés et Autres activités.

En millions d'euros	Exercices clos le 31 décembre		
	2011	2010	Variation 2011/2010
Internet	575,0	537,6	7,0%
Annuaires imprimés	490,7	540,7	-9,2%
Autres activités	35,9	46,9	-23,5%
Chiffre d'affaires	1 101,6	1 125,2	-2,1%
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du chiffre d'affaires</i>	<i>52,2%</i>	<i>47,8%</i>	
Internet	257,6	250,2	3,0%
Annuaires imprimés	224,4	253,0	-11,3%
Autres activités	11,1	14,6	-24,0%
Marge brute opérationnelle	493,1	517,8	-4,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>44,8%</i>	<i>46,0%</i>	

1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet pour les exercices 2010 et 2011 :

Internet	Exercices clos le 31 décembre		
	2011	2010	Variation 2011/2010
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	575,0	537,6	7,0%
Marge brute opérationnelle	257,6	250,2	3,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>44,8%</i>	<i>46,5%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Internet croît de 7,0% en 2011 à 575,0 millions d'euros. Cette croissance a été tirée par la bonne dynamique des activités « search », le développement du mobile et l'accélération des activités de marketing digital, et du display en particulier.

La marge brute opérationnelle du segment Internet s'élève à 257,6 millions d'euros en 2011, en hausse de 3,0% par rapport à 2010. Le taux de marge brute opérationnelle passe de 46,5% en 2010 à 44,8% en 2011, en raison de la poursuite des investissements publicitaires et du renforcement des équipes marketing et techniques chez PagesJaunes SA d'une part, et de la croissance soutenue du chiffre d'affaires des autres filiales avec une rentabilité plus faible d'autre part.

1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés pour les exercices 2010 et 2011 :

Annuaire imprimés	Exercices clos le 31 décembre		
	2011	2010	Variation 2011/2010
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	490,7	540,7	-9,2%
Marge brute opérationnelle	224,4	253,0	-11,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>45,7%</i>	<i>46,8%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Annuaire imprimés est en baisse contenue de 9,2% en 2011 à 490,7 millions d'euros, soutenu par l'évolution de l'offre publicitaire en France (kit urgences et kit santé sur Paris, et promotion surface notamment).

La marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés s'élève à 224,4 millions d'euros en 2011, en baisse de 11,3% par rapport à 2010. Les charges ont diminué de 7,3% en 2011 par rapport à 2010. L'optimisation de l'ensemble des charges, et plus particulièrement celles liées à la fabrication, à l'impression et à la distribution des Annuaire imprimés, a permis de préserver le taux de marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés qui s'est élevé à 45,7% en 2011.

1.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres Activités pour les exercices 2010 et 2011 :

Autres activités <i>En millions d'euros</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2011	2010	Variation 2011/2010
Chiffre d'affaires	35,9	46,9	-23,5%
Marge brute opérationnelle <i>en % du chiffre d'affaires</i>	11,1 <i>30,9%</i>	14,6 <i>31,1%</i>	-24,0%

Le chiffre d'affaires du segment Autres activités est en baisse de 23,5% en 2011 à 35,9 millions d'euros. Cette évolution s'explique par la forte baisse des revenus liés aux services de renseignement téléphonique, aussi bien des revenus publicitaires issus des annonceurs que des revenus des appels issus des utilisateurs de ce service.

La marge brute opérationnelle du segment Autres activités s'élève à 11,1 millions d'euros en 2011, en baisse de 24,0% par rapport à 2010. Le taux de marge brute opérationnelle passe de 31,1% au 31 décembre 2010 à 30,9% au 31 décembre 2011. La légère baisse du taux de marge s'explique principalement par la baisse du chiffre d'affaires de PagesJaunes SA, qui n'est que partiellement compensée par l'arrêt des dépenses publicitaires visant à promouvoir les services de renseignement téléphonique (118 008).

1.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe pour les exercices 2010 et 2011 :

Groupe PagesJaunes <i>En millions d'euros</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2011	2010	Variation 2011/2010
Marge brute opérationnelle	493,1	517,8	-4,8%
Participation des salariés	(14,1)	(14,7)	-4,1%
Rémunération en actions	(1,9)	(2,5)	-24,0%
Dotations aux amortissements	(25,4)	(18,4)	38,0%
Résultat de cession d'actifs	(1,2)	(0,1)	na
Coût des restructurations	(0,7)	-	na
Frais d'acquisition des titres	(0,9)	(0,4)	125,0%
Résultat d'exploitation <i>En % du chiffre d'affaires</i>	449,0 <i>40,8%</i>	481,7 <i>42,8%</i>	-6,8%

1.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions

La participation des salariés du Groupe s'élève à 14,1 millions d'euros en 2011, en baisse de 4,1% par rapport à 2010, en ligne avec l'évolution de la marge brute opérationnelle.

La charge de rémunération en actions du Groupe s'élève à 1,9 million d'euros en 2011 contre

2,5 millions d'euros en 2010. La charge 2010 résultait des plans de stock options mis en place en 2007 et en 2009, celle de 2011 résulte des plans de stock options mis en place en 2009 et au second semestre 2010 ainsi que des attributions gratuites d'actions effectuées en octobre et en décembre 2011.

1.2.4.2. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements du Groupe s'élèvent à 25,4 millions d'euros en 2011 contre 18,4 millions d'euros en 2010, soit une hausse de 38,0%. Cette hausse reflète le renforcement des investissements réalisés par le Groupe essentiels à la stratégie de l'entreprise, notamment dans le cadre du lancement de nouveaux produits et services à destination des clients, et l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe.

1.2.4.3. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe 2011 ressort à 449,0 millions d'euros, en baisse de 6,8% par rapport à 2010. Le taux de marge d'exploitation du Groupe par rapport au chiffre d'affaires passe de 42,8% en 2010 à 40,8% en 2011.

1.2.5. Analyse du résultat de la période

Le tableau suivant présente le résultat de la période du Groupe pour les exercices 2010 et 2011 :

Groupe PagesJaunes	Exercices clos le 31 décembre		
	2011	2010	Variation 2011/2010
En millions d'euros			
Résultat d'exploitation	449,0	481,7	-6,8%
Produits financiers	2,9	2,0	45,0%
Charges financières	(129,0)	(99,6)	29,5%
Gain (perte) de change	-	0,0	na
Résultat financier	(126,2)	(97,6)	29,3%
Quote-part de résultat des entreprises associées	(0,2)	-	na
Résultat courant avant impôt	322,8	384,2	-16,0%
Impôt sur les sociétés	(125,6)	(139,2)	-9,8%
Résultat de la période	197,1	244,9	-19,5%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	197,0	244,9	-19,6%
- intérêts minoritaires	0,0	(0,0)	

1.2.5.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe est déficitaire de 126,2 millions d'euros en 2011 contre un déficit de 97,6 millions d'euros en 2010. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire, qui est passé de 1 950,0 millions d'euros au 31 décembre 2010 à 1 600,0 millions d'euros au 31 décembre 2011, et à l'emprunt obligataire émis le 20 mai 2011 à taux fixe de 8,875% pour un montant total de 350,0 millions d'euros.

En 2011, l'emprunt bancaire était intégralement couvert contre la variation des taux d'intérêt par un portefeuille de swaps de taux et de collars venant à échéance en décembre 2011. Au 31 décembre 2011, cet emprunt est couvert à hauteur de 56% par des swaps pour la période décembre 2011-novembre 2013 et à hauteur de 31% par des swaps forward pour la période novembre 2013-septembre 2015.

La charge d'intérêts totale, nette de l'effet des instruments de couverture de taux, s'élève à 113,0 millions d'euros en 2011 contre 89,3 millions d'euros en 2010. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 4,55% en 2010 à 5,77% en 2011, soit une augmentation de 122 points de base notamment liée aux opérations de refinancement menées au cours du premier semestre 2011 (cf. infra).

Le résultat financier comprend également l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 12,9 millions d'euros en 2011 contre 6,8 millions d'euros en 2010, ainsi que les variations de la valeur temps des collars et de la valeur des swaps de base, représentant un produit de 1,2 million d'euros en 2011 contre 0,7 million d'euros en 2010, et classée dans la rubrique « variation de la juste valeur des instruments de couverture ». Les produits de placement ont représenté 1,5 million d'euros en 2011 contre 0,6 million d'euros en 2010.

En effet, cette opération a engendré l'extinction d'une partie de la dette bancaire et a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré d'une partie des frais liés à l'émission de ce financement en 2006, et liés à sa renégociation en 2011 pour un montant de 5,1 millions d'euros.

1.2.5.2. Impôt sur les sociétés

En 2011, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 125,6 millions d'euros, en baisse de 9,8% par rapport à 2010. Le taux d'imposition apparent est de 38,9% en 2011 contre 36,2% en 2010. Cette évolution s'explique principalement par l'instauration de contributions additionnelles (dont 5% sur l'IS) représentant un impact de 6,1 millions d'euros, par des ajustements d'impôt sur exercices antérieurs pour un montant total de 2,0 millions d'euros constaté en 2011 et par la constatation, en 2010, d'un produit d'impôt différé non récurrent de 1,0 million d'euros qui faisait suite à l'option, en 2009, de classement de la CVAE en impôt sur les sociétés.

1.2.5.3. Résultat de la période

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 197,1 millions d'euros en 2011 contre 244,9 millions d'euros en 2010, soit une baisse de 19,5% entre les deux périodes.

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011 :

Groupe PagesJaunes	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
<i>En millions d'euros</i>		
Intérêts courus non échus	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	82,7	106,0
Trésorerie brute	82,7	106,0
Découverts bancaires	(4,6)	(2,5)
Trésorerie nette	78,1	103,5
Emprunt bancaire	1 600,0	1 950,0
Emprunt obligataire	350,0	-
Ligne de crédit revolving	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(33,4)	(21,4)
Dettes sur instruments de couverture	-	1,9
Juste valeur des instruments de couverture	56,4	63,9
Intérêts courus non échus	7,4	4,7
Compléments de prix	9,9	2,8
Autres dettes financières	2,4	1,7
Endettement financier brut	1 992,8	2 003,6
Endettement net	1 914,7	1 900,1
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 891,7	1 857,6

La dette nette du Groupe s'élève à 1 914,7 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 1 900,1 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2011, elle est principalement composée de :

- d'un emprunt bancaire, d'un montant total de 1 600,0 millions d'euros, remboursable fin 2013 à hauteur de 638,0 millions d'euros et en septembre 2015 à hauteur de 962,0 millions d'euros, et était intégralement couverte en 2011 contre la variation des taux d'intérêt par un portefeuille de swaps de taux et de collars venant à échéance fin 2011. Depuis le 13 décembre 2011, la dette bancaire est couverte à hauteur de 56% par des swaps pour la période décembre 2011- novembre 2013 et à hauteur de 31% par des swaps forward pour la période novembre 2013- septembre 2015. PagesJaunes Groupe bénéficie par ailleurs, auprès d'un syndicat bancaire diversifié, d'une ligne de crédit d'un montant d'environ 300,0 millions d'euros venant à échéance fin 2013. Cette ligne de crédit n'est pas tirée au 31 décembre 2011.
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 350,0 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable mi-2018

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 56,4 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre un passif de 63,9 millions d'euros au 31 décembre 2010, et hors frais d'émission d'emprunts, soit 33,4 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 21,4 millions d'euros au 31 décembre 2010, la dette nette s'élève à 1 891,7 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 1 857,6 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011 :

Groupe PagesJaunes	Exercices clos le 31 décembre		
	2011	2010	Variation 2011/2010
<i>En millions d'euros</i>			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	240,4	291,8	(51,4)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(69,0)	(55,6)	(13,3)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(196,8)	(194,1)	(2,7)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	(0,0)	0,0	(0,1)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(25,4)	42,1	(67,5)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	103,5	61,4	42,1
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période	78,1	103,5	(25,4)

La trésorerie nette et équivalents de trésorerie s'élèvent à 78,1 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 103,5 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 240,4 millions d'euros en 2011 contre 291,8 millions d'euros en 2010, soit une baisse de 51,4 millions d'euros avec principalement :

- une marge brute opérationnelle de 493,1 millions d'euros en 2011, en baisse de 24,7 millions d'euros par rapport à 2010,
- une neutralisation des éléments non monétaires inclus dans ma MBO pour 2,4 millions d'euros en 2011 contre 9,4 millions d'euros en 2010,
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 12,0 millions d'euros en 2011 contre une baisse du besoin en fonds de roulement de 4,5 millions d'euros en 2010, soit une moindre ressource de 16,4 millions d'euros entre les deux périodes,
- un décaissement net de 109,2 millions d'euros au titre des intérêts financiers en 2011 contre 88,4 millions d'euros en 2010, compte tenu du renchérissement du coût de la dette,
- un décaissement de 117,9 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés en 2011 contre 136,0 millions d'euros en 2010.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 69,0 millions d'euros en 2011 contre un décaissement de 55,6 millions d'euros en 2010, soit une hausse de 13,3 millions d'euros avec principalement :

- 44,1 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au en 2011 contre 42,7 millions d'euros en 2010, reflétant un maintien des investissements

dans les nouveaux produits et services Internet,

- 19,6 millions d'euros en 2011 relatifs aux acquisitions de titres de participation, nettes de trésoreries acquises, (dont A Vendre A Louer, ClicRDV, Fine Media) contre 16,9 millions d'euros en 2010 (123people et Keltravo),
- 5,1 millions d'euros au titre des prises de participations dans les entreprises associées (Relaxevents, Leadformance),
- en 2010, 5,3 millions d'euros de produits de cession d'actifs financiers relatifs à la cession d'Edicom intervenue fin 2009.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 196,8 millions d'euros en 2011 contre 194,1 millions d'euros en 2010, soit une quasi stabilité avec principalement :

- 162,7 millions d'euros au titre des dividendes versés en 2011, en baisse de 19,8 millions d'euros par rapport aux dividendes versés en 2010,
- une diminution de 26,0 millions d'euros des autres dettes financières en 2011 (incluant un décaissement de 24,8 millions d'euros au titre d'une partie des frais liés au refinancement) contre une diminution de 10,8 millions d'euros en 2010,
- des décaissements sur les actions propres pour 8,1 millions d'euros en 2011 contre des décaissements de 0,4 million d'euros en 2010.

1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées

Se référer aux notes 30 à 32 des comptes consolidés.

1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2012

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Groupe concernent :

- l'environnement économique et la situation du marché publicitaire en France et en Espagne qui pourraient influencer sur la prospection commerciale de PagesJaunes et QDQ Media sur leurs marchés respectifs,
- l'évolution concurrentielle sur Internet, notamment en ce qui concerne les services de recherche et les services géographiques et de cartographie, qui pourraient avoir un impact sur la capacité de PagesJaunes et de Mappy à maintenir le rythme de croissance de leurs revenus.

1.6. Evénements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2011

Afin de sécuriser ses sources de financement, PagesJaunes Groupe a tiré, début janvier 2012, l'intégralité de sa ligne de crédit revolving d'un montant de 300 millions d'euros. Les fonds perçus à ce titre s'élèvent à 281 millions d'euros.

1.7. Recherche et développement

A la pointe dans son secteur, le Groupe PagesJaunes développe une activité de recherche et d'innovation performante grâce à ses équipes et à de nombreux partenariats. Ces équipes sont

constituées des meilleurs spécialistes dans leurs domaines de compétences respectifs dans le but de favoriser l'innovation et l'excellence.

2. Comptes consolidés

Etat du résultat consolidé

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
Chiffre d'affaires		1 101 636	1 125 214
Achats externes		(255 717)	(260 417)
Autres produits opérationnels		3 936	3 172
Autres charges opérationnelles		(11 543)	(11 932)
Frais de personnel : - Salaires et charges	6	(345 191)	(338 258)
Marge Brute Opérationnelle		493 122	517 780
- Participation des salariés	6	(14 137)	(14 712)
- Rémunération en actions	6	(1 862)	(2 452)
Dotations aux amortissements	12 & 13	(25 381)	(18 365)
Résultat de cession d'actifs	7	(1 177)	(90)
Coût des restructurations		(689)	-
Frais d'acquisition des titres de participation		(901)	(439)
Résultat d'exploitation		448 975	481 723
Produits financiers		2 868	1 979
Charges financières		(129 033)	(99 567)
Gain (perte) de change		-	30
Résultat financier	8	(126 165)	(97 558)
Quote-part de résultat des entreprises associées		(184)	-
Impôt sur les sociétés	9	(125 568)	(139 239)
Résultat de la période		197 058	244 926
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		197 033	244 926
- Participation ne donnant pas le contrôle		25	-
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé			
- de base	10	0,70	0,87
- dilué		0,68	0,85

Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
Report résultat de la période		197 058	244 926
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture			
- Montant brut		6 324	(8 372)
- Impôt différé		(2 177)	2 883
- Montant net d'impôt	16	4 147	(5 489)
Ecarts de conversion des activités à l'étranger		-	-
Total autres éléments du résultat global net d'impôt		4 147	(5 489)
Résultat global total net d'impôt		201 205	239 437
Résultat global total attribuable aux :			
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		201 180	239 437
- Participation ne donnant pas le contrôle		25	-

Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
ACTIF			
Ecart d'acquisition nets	11	94 079	66 687
Autres immobilisations incorporelles nettes	12	66 438	49 154
Immobilisations corporelles nettes	13	28 223	27 694
Participations dans les entreprises associées	5	4 882	-
Actifs disponibles à la vente	14	207	207
Autres actifs financiers non courants	15	1 299	1 251
Impôts différés actifs	9	20 182	31 572
Total des actifs non courants		215 310	176 566
Stocks nets	17	1 600	2 194
Créances clients nettes	18	439 312	447 042
Autres actifs courants	19	28 975	27 827
Créances d'impôt sur les sociétés	9	5 405	1 986
Charges constatées d'avance	20	109 372	105 611
Autres actifs financiers courants		445	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26	82 682	105 977
Total des actifs courants		667 791	690 639
TOTAL ACTIF		883 101	867 205
PASSIF			
Capital social		56 197	56 197
Prime d'émission		98 676	98 676
Réserves		(2 425 277)	(2 509 017)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		197 033	244 926
Autres éléments du résultat global		(36 787)	(40 934)
Actions propres		(10 816)	(4 037)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de PagesJaunes Groupe	22	(2 120 974)	(2 154 189)
Participation ne donnant pas le contrôle		56	(0)
Total capitaux propres		(2 120 918)	(2 154 189)
Dettes financières et dérivés non courants	16 & 26	1 981 520	1 962 358
Avantages du personnel - non courants	24	51 230	47 435
Provisions - non courantes	24	6 358	6 813
Impôts différés passifs	9	1 276	1 136
Total des passifs non courants		2 040 384	2 017 742
Découverts bancaires et autres emprunts courants	26	8 477	38 970
Intérêts courus non échus	26	7 412	4 739
Provisions - courantes	24	896	1 285
Dettes fournisseurs	23	94 344	101 998
Avantages du personnel - courants	24	118 279	119 261
Autres passifs courants	24	97 453	94 808
Dettes d'impôt sur les sociétés	9	149	490
Produits constatés d'avance	27	636 625	642 101
Total des passifs courants		963 635	1 003 652
TOTAL PASSIF		883 101	867 205

Etat de variation des capitaux propres consolidés

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 31 décembre 2009	280 450 576	56 197	98 676	(3 831)	(2 328 709)	(35 445)	-	(2 213 112)	-	(2 213 112)
Résultat global total de la période					244 926			244 926		244 926
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(5 489)		(5 489)		(5 489)
Résultat global total de la période, net de taxe					244 926	(5 489)	-	239 437	-	239 437
Rémunération en actions					2 140			2 140		2 140
Distribution de dividendes					(182 448)			(182 448)		(182 448)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(84 883)			(206)				(206)		(206)
Solde au 31 décembre 2010	280 365 693	56 197	98 676	(4 037)	(2 264 091)	(40 934)	-	(2 154 188)	-	(2 154 188)
Résultat global total de la période					197 033			197 033	25	197 058
Autres éléments du résultat global, net de taxe						4 147		4 147		4 147
Résultat global total de la période, net de taxe					197 033	4 147	-	201 180	25	201 205
Rémunération en actions					1 511			1 511	-	1 511
Distribution de dividendes					(162 697)			(162 697)	-	(162 697)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(2 584 439)			(6 779)				(6 779)	-	(6 779)
Autre								-	31	31
Solde au 31 décembre 2011	277 781 254	56 197	98 676	(10 816)	(2 228 245)	(36 787)	-	(2 120 974)	56	(2 120 918)

Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
Résultat attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		197 033	244 926
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition	11 & 13	25 381	18 365
Variation des provisions	21	2 379	9 352
Rémunération en actions		1 511	2 141
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		1 177	90
Produits et charges d'intérêts	4	96 040	56 757
Instruments de couverture	5	30 125	40 831
Ecart de change non réalisé		47	(37)
Charge d'impôt de l'exercice	9	125 568	139 239
Quote-part de résultat des entreprises associées		184	-
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		25	-
Diminution (augmentation) des stocks		594	4 240
Diminution (augmentation) des créances clients		7 895	18 182
Diminution (augmentation) des autres créances		(4 551)	4 943
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(9 038)	(554)
Augmentation (diminution) des autres dettes		(6 881)	(22 353)
Variation du besoin en fonds de roulement		(11 980)	4 459
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		2 437	718
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(111 595)	(89 069)
Impôt sur les sociétés décaissé		(117 941)	(135 993)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		240 390	291 778
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12 & 13	(44 154)	(42 746)
Variation des fournisseurs d'immobilisations		151	(577)
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels		115	151
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	5	(19 620)	(16 883)
Participations dans les entreprises associées		(5 065)	-
Produits de cessions d'actifs financiers, nets de trésorerie cédée	5	-	5 337
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs financiers	26	(393)	(916)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(68 966)	(55 634)
Changement de parts d'intérêt sans gain/perte de contrôle		(55)	(460)
Augmentation (diminution) des emprunts	26	(25 976)	(10 834)
Mouvements sur actions propres	22	(8 107)	(383)
Augmentation de capital		-	-
Contribution des actionnaires minoritaires		31	-
Dividendes versés	22	(162 697)	(182 447)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(196 804)	(194 124)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		(47)	37
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		(25 427)	42 057
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		103 501	61 444
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	26	78 074	103 501

Il n'y a pas de flux non monétaires significatifs.

Note 1 – Informations relatives au Groupe

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international sur les supports imprimés et en ligne. Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe PagesJaunes s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

PagesJaunes Groupe est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (PAJ).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe du 14 février 2012.

Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2011

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, applicable à cette date.

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010. Les états financiers 2009, inclus dans le Document de référence déposé auprès de l'AMF le 4 mai 2011 sous le numéro D.11-0446, sont incorporés par référence.

En accord avec sa stratégie et ses axes de développement, le Groupe a décidé de faire évoluer ses reporting interne et externe afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources.

Les secteurs, déterminés en conformité avec IFRS 8 – « Secteurs opérationnels », sont les suivants : Internet, Annuaires imprimés et autres activités.

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle a été modifiée de manière rétrospective.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011, sans impact significatif :

- IAS 32 - Classement des émissions de droits, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2010,
- IFRIC 19 - Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2010,
- IAS 24 - Parties liées, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011,
- IFRIC14 - Paiement d'avance d'exigences de financement minimal, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011,
- Améliorations 2010 :
 - Amendements IFRS 3 - regroupements d'entreprises, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2010,
 - Amendement IFRS 7 - instruments financiers - informations à fournir, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011,
 - Amendement IAS 1 - présentation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011,
 - Amendement IFRIC 13 - programmes de fidélisation de la clientèle, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011,
 - Amendement IAS 34 - information financière intermédiaire, applicable aux exercices

ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2011 :

- Amendment IFRS 7 - Disclosures - Transfers of Financial Assets
- Amendment IAS 12 - Deferred tax: Recovery of Underlying Assets
- IFRS 9 - Instruments financiers
- IFRS 10 - Consolidated Financial Statements
- IFRS 11 - Joint arrangements
- IFRS 12 - Disclosures of Interests in other entities
- IFRS 13 - Fair value measurement
- IAS 28 révisé - Investments in associates and joint ventures
- IAS19 révisé - Employee benefits
- Amendment IAS 1 - Presentation of financial statements – presentation of items of other comprehensive income
- IAS 27 révisée : Separate Financial Statements
- Amendement IFRS 1 : Severe Hyperinflation and Removal of Fixed Dates for First-Time Adopters
- Amendment IFRS 7 : Disclosures – Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- Amendment IAS 32 : Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- IFRIC 20 - Stripping Costs in the Production Phase of a Surface Mine

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés sont les suivants :

IFRS 11 va remplacer IAS 31. La comptabilisation des partenariats doit s'appuyer sur la substance des accords et principalement sur l'analyse des droits et obligations qui en résultent. L'intégration proportionnelle disparaît en tant que méthode de consolidation, méthode actuellement utilisée pour l'entité Editus Luxembourg et qui pourrait être consolidée par la méthode de la mise en équivalence. Cette norme sera d'application rétrospective. En 2011, cette entité a contribué à hauteur de 8,2 millions d'euros au chiffre d'affaires consolidé, et à hauteur de 2,5 millions d'euros à la MBO consolidée.

IFRS 12 requiert la publication d'informations très complètes sur la détermination du périmètre de consolidation ainsi que sur les risques associés aux intérêts dans d'autres entités (filiales, JV, entités associées, SPV, entités non consolidées).

A noter que les normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 et IAS 28 révisée en 2011 doivent toutes être appliquées à la même date.

La révision d'IAS 19 a pour principaux effets :

- d'imposer la comptabilisation immédiate en capitaux propres non recyclables des pertes et gains actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi,
- d'éliminer la comptabilisation en résultat du rendement des actifs du régime sur la base d'un taux de rendement attendu (en imposant d'utiliser le même taux de rendement des obligations de première catégorie que celui qui est retenu pour «désactualiser» le passif),
- d'éliminer l'étalement du coût des services passés non acquis ("not vested"),
- d'améliorer les informations à fournir en les recentrant sur les caractéristiques des plans et

les risques associés.

Elle redéfinit également les principes de conditions de comptabilisation des indemnités de rupture de contrat, qui doivent être comptabilisées lorsque l'entité ne peut plus retirer son offre ou lorsqu'un passif de restructuration IAS 37 doit être comptabilisé. Cette norme sera d'application rétrospective limitée.

Le principal impact attendu par le Groupe est la comptabilisation immédiate en capitaux propres non recyclables des pertes et gains actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi ; ils ont représenté un gain de 1,0 million d'euros en 2011 et un passif total non reconnu de 15,5 millions d'euros au 31 décembre 2011.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2011 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, la rémunération en actions et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation

Cette note décrit les principes comptables appliqués pour l'arrêté du 31 décembre 2011 conformément aux dispositions des normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2011.

Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8

Les positions comptables présentées ci-dessous ne font pas l'objet de dispositions particulières dans les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne ou leur interprétation.

Plan de participation du Management :

Sèvres I, Sèvres II, Sèvres III, qui, ensemble, contrôlaient 100% du capital de Médiannuaire Holding, actionnaire majoritaire indirect de PagesJaunes Groupe, ont proposé à un certain nombre de managers du Groupe de prendre une participation minoritaire, sous la forme de 212 591 actions ordinaires, au capital de Médiannuaire Holding (soit 0,55% du capital de Médiannuaire Holding). Cette prise de participation, qui a été réalisée fin décembre 2006, s'est faite sur la base du prix proposé par Médiannuaire Holding dans le cadre de la garantie de cours portant sur les titres PagesJaunes Groupe et qui a été finalisée le 1^{er} décembre 2006.

Les managers du Groupe détiennent, au 31 décembre 2011, 131 122 actions ordinaires et 306 565 actions de préférence, soit au total 1,14% du capital social de Médiannuaire Holding.

Le capital de Médiannuaire Holding se répartit entre actions ordinaires et actions de préférence, le droit pour chaque classe d'actions à l'accroissement de valeur des capitaux propres étant variable en fonction du taux de rentabilité interne constaté par les actionnaires de Médiannuaire Holding sur leur investissement pendant leur période de détention. Par ailleurs, chaque manager a conclu un engagement de vente et d'achat, qui devient exerçable à compter de la survenance du remboursement des dettes senior et mezzanine contractées par Médiannuaire Holding et au plus tôt le 2 février 2014. Le prix par action auquel ces engagements d'achat et de vente seraient mis en œuvre a été fixé sachant que le prix des actions de préférence attribuées gratuitement sera fonction de la marge brute opérationnelle de PagesJaunes Groupe.

Droit Individuel à la Formation (DIF) :

Le Groupe a maintenu en IFRS le traitement retenu en normes françaises du droit individuel à la formation (Avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la «comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF») à savoir :

- les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement ;
- le volume d'heures à la clôture de l'exercice, de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés, est mentionné dans les annexes.

3.2 - Consolidation

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20% et 50%) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées comme détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5 définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

3.3 - Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 «Effets des variations des cours des monnaies étrangères». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

3.4 - Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

La marge brute opérationnelle (MBO) correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte :

- de la participation des salariés ;
- des charges de rémunération en actions, y compris les charges sociales éventuelles y afférentes ;
- des dotations aux amortissements ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations ;
- des résultats de cession d'actifs ;
- des coûts de restructuration ;
- des frais d'acquisition de titres de participation ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition des entreprises associées.

3.5 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités du Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante, en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution de chaque annuaire imprimé. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne et sur les services de renseignements téléphoniques sont étalés sur la durée d'affichage, qui est généralement de 12 mois.
- Les produits issus du trafic relatif aux services de renseignements téléphoniques (118 008 en France) sont comptabilisés pour leur montant brut lorsque la prestation est rendue.

- Les produits issus des activités de régie publicitaire sont reconnus sur la période de diffusion des campagnes de publicité. Lorsque les entités du Groupe opèrent uniquement en tant qu'agents, le chiffre d'affaires est constitué des seules commissions.
- Les coûts des ventes liées aux campagnes de parution d'annuaires d'un exercice sont rapportés au chiffre d'affaires correspondant comptabilisé sur cet exercice ; sont concernés les commissions vendeurs et télévendeurs ainsi que les coûts éditoriaux dont la redevance éditoriale.

Par ailleurs, conformément à SIC 31 « Opérations de troc portant sur des services de publicité », les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services pour des prestations semblables, même lorsque celles-ci sont rendues sur des périodes différentes.

3.6 - Frais de publicité et assimilés

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.7 - Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période (options non encore exercées, actions gratuites, ...). Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

3.8 - Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts d'acquisition, ces UGT peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une UGT est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs). Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de chacune des sociétés consolidées.

En accord avec sa stratégie et ses axes de développement, le Groupe a décidé de faire évoluer ses reporting interne et externe afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources.

Les secteurs, déterminés en conformité avec IFRS 8 – « Secteurs opérationnels », sont les suivants : Internet, Annuaires imprimés et autres activités.

Les flux de trésorerie des UGT PagesJaunes en France et Editus proviennent des activités Internet et Annuaires imprimés ; les UGT ont été redéfinies en conséquence et les écarts d'acquisition réalloués sur les secteurs opérationnels respectifs en fonction des marges brutes opérationnelles dégagées par chacune des activités.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance à long terme du marché et spécifique à chaque activité,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

3.9 - Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

Marques

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de tests de dépréciation (voir note 3.11).

Licences et brevets

Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

Frais de recherche et développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

3.10 - Immobilisations corporelles

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit du fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par les entités du Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Les contrats de location financement ne sont pas significatifs pour les périodes présentées.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu

sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe.

3.12 - Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixes, autres que les prêts et créances, et que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Passifs financiers

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le TIE est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier.

3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Instruments de couverture

Conformément à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif, qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change, et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure, c'est à dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise peut s'attendre à ce que les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'instrument de couverture, et si les résultats réels se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 pour cent.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste de valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

3.13 - Stocks

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

3.14 - Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable sur un horizon de 3 à 5 ans.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et entreprises associées, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

- le groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que, pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement, un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire permettant d'effectuer la compensation sur l'impôt exigible futur. Les éventuelles compensations sont traitées par groupe fiscal dépendant d'une seule autorité fiscale.

Les impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres sont également comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.15 - Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires

3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi

Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont traités selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement.

L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés (cf. note 24).

Autres régimes de retraite

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

3.16.2 - Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par le Groupe consistent principalement en médailles du travail évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

3.17 - Rémunération en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'actions et les attributions gratuites d'actions accordées aux salariés du groupe sont évaluées à leur date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel (rubrique « Rémunération en actions ») linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie. Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

La juste valeur d'une action attribuée gratuitement correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition. Cette charge est constatée de manière linéaire sur la période d'acquisition et, le cas échéant, ajustée de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance.

3.18 - Actions propres

Conformément à IAS 32, les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôt.

Note 4 - Information sectorielle

Le Groupe a comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale, principalement en France, au travers de l'édition d'annuaires en ligne et imprimés, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Au travers de ses filiales, le Groupe PagesJaunes exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des médias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels.

Les activités du Groupe se décomposent en trois segments :

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (QDQ Media), au Luxembourg (Editus), et sur 12 pays au travers de l'entité 123people.

Dans ce segment sont regroupées les activités d'annuaires en ligne de « pagesjaunes.fr » et

« pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horyzon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ».

Le Groupe est l'un des principaux acteurs européens pour la fabrication et hébergement de sites, et propose à ses clients des solutions d'optimisation et de visibilité sur le web de type « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant).

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne des marques Mappy et UrbanDive, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal.

La recherche de personnes et de profils en ligne avec 123people, la demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Keltravo, le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrées dans ce segment.

- **Annuaire imprimés :**

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*, annuaires ODQ Media en Espagne et Editus au Luxembourg).

- **Autres Activités :**

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de PagesJaunes : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), Minitel, et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PagesJaunes Marketing Services : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

4.1 - Par secteur d'activité

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour les périodes closes aux 31 décembre 2011 et 2010 :

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
Chiffre d'affaires	1 101 636	1 125 214
- Internet	575 014	537 618
- Annuaire imprimés	490 680	540 669
- Autres activités	35 942	46 927
Marge brute opérationnelle	493 122	517 780
- Internet	257 588	250 219
- Annuaire imprimés	224 448	253 004
- Autres activités	11 085	14 557
Dotations amortissements corporelles & incorporelles	(25 381)	(18 365)
- Internet	(14 561)	(9 788)
- Annuaire imprimés	(9 947)	(7 398)
- Autres activités	(873)	(1 179)
Investissements corporels & incorporels	44 154	42 746
- Internet	38 799	36 501
- Annuaire imprimés	4 635	4 143
- Autres activités	720	2 102

Il n'y a pas de relations inter-secteurs.

4.2 - Par zone géographique

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
Chiffre d'affaires contributif	1 101 636	1 125 214
- France	1 062 194	1 084 868
- Autres	39 442	40 346
Actifs	883 101	867 205
- France	704 027	666 596
- Autres	63 972	59 613
- Non affecté	115 102	140 996

Note 5 - Variation du périmètre de consolidation

Les principales opérations intervenues au cours des exercices 2011 et 2010 sont les suivantes :

2011

Le 1^{er} avril 2011, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société A Vendre A Louer. Créée en 1986, première solution de diffusion d'annonces immobilières pour les professionnels, A Vendre A Louer est devenue un acteur de référence sur le marché des petites annonces immobilières en ligne.

Le 24 mai 2011, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société ClicRDV. Créé en 2006, ClicRDV est leader des solutions de prise de rendez-vous par Internet et propose aujourd'hui une réponse adaptée aux besoins spécifiques de tous les professionnels, grands comptes, professions libérales, PME et administrations.

Le 29 juillet, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Fine Media. Créée en 2007, elle a conçu le site ComprendreChoisir.com et a développé environ 300 sites de contenus thématiques à destination du grand public, permettant aux internautes de mieux comprendre et bien choisir sur 5 univers : Maison/Travaux, Argent/Droit, Conso/Pratique, Santé/Beauté et Business.

Les justes valeurs des actifs et passifs identifiables sont les suivantes :

(Montants en milliers d'euros)	Ensemble des acquisitions 2011
Actifs non courants	375
Actifs courants	1 864
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 235
TOTAL ACTIF	4 474
Passifs non courants	(116)
Passifs courants	(4 127)
TOTAL PASSIF	(4 243)
TOTAL ACTIF NET IDENTIFIE A LA JUSTE VALEUR	231
Intérêts non contrôlés mesurés à la juste valeur	-
Ecart d'acquisition	27 396
PRIX D'ACQUISITION	27 627

L'ensemble de ces titres a été acquis en numéraire pour un prix total de 27,6 millions d'euros. Des compléments de prix d'un montant total estimé à 7,9 millions d'euros pourraient être versés d'ici à 2014 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Ils font partie intégrante du prix d'acquisition et ont été comptabilisés en passif non courant.

Ces opérations ont donné lieu à la constatation d'écarts d'acquisition d'un montant total de 27,4 millions d'euros. Ces écarts d'acquisition, non amortis fiscalement, représentent notamment les synergies attendues (enrichissement des nouveaux services Internet dans le marketing digital et les verticales telles l'immobilier) ainsi que les savoir-faire développés par ces sociétés. Les éventuelles modifications de valeurs seront finalisées pendant une période de douze mois à compter des dates de transaction respectives.

Depuis leur date d'acquisition, ces trois entités ont contribué à hauteur de 6,3 millions d'euros au chiffre d'affaires consolidé (secteur « Internet ») et à hauteur de -1,1 million d'euros à la marge brute opérationnelle.

Si ces entités avaient été acquises au 1^{er} janvier 2011, le chiffre d'affaires consolidé aurait été de 1 105,5 millions d'euros et la marge brute opérationnelle consolidée de 493,5 millions d'euros.

Le 20 mai 2011, PagesJaunes Groupe a finalisé, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA dédiée à cette opération, l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros (cf. note 25). Elle est consolidée par intégration globale.

Investissements dans les entreprises associées

Le 27 avril 2011, PagesJaunes Groupe a souscrit à hauteur de 40% au capital de Relaxevents, créée le 22 mars. Relaxevents est consolidée par mise en équivalence.

Le 30 novembre, PagesJaunes Groupe a acquis 49% des actions et droits de vote de la société Leadformance, leader de la localisation de points de vente sur Internet. Le Groupe enrichit ainsi son offre de communication digitale pour les grands annonceurs.

Les investissements dans les entreprises associées totalisent un montant de 5,1 millions d'euros et représentent une valeur de 4,9 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les résultats des entreprises associées ne sont pas significatifs pour l'exercice 2011.

A la date d'acquisition, les actifs des entreprises associées représentent 0,7 million d'euros et les

passifs 4,6 millions d'euros.

2010

Le 17 février 2010, PagesJaunes Groupe a exercé l'option d'achat consentie dans le cadre du pacte d'associés et a porté sa participation dans Horyzon Média de 95,83% à 100% pour un prix de 0,5 million d'euros. Ce dernier a été constaté en passif courant.

Le 12 mars 2010, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société 123people *Internetservices GmbH*, leader mondial de la recherche en temps réel de personnes sur Internet. Cette opération stratégique permet à PagesJaunes Groupe de renforcer son leadership sur Internet en s'associant à 123people, marque de référence qui fédère une audience de plus de 40 millions de visiteurs uniques dans 11 pays, et qui dispose d'un savoir faire avéré dans le référencement naturel et la méta-recherche sur le web.

Le 4 mai 2010, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Keltravo, qui est un acteur majeur dans les devis en ligne dans le secteur des travaux à domicile. Acteur majeur de la génération de leads, Keltravo permettra le développement de l'audience sur les rubriques Travaux Maison, l'enrichissement du contenu et l'intégration d'un service de demande de devis sur pagesjaunes.fr ainsi que le développement du ROI des annonceurs de PagesJaunes.

Le 20 octobre 2010, PagesJaunes a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Aronet qui exploite le site embauche.com, spécialisé dans les offres d'emplois à destination des entreprises, cabinets de recrutements et agences d'intérim. Cette opération s'inscrit dans la politique d'enrichissement des services Internet du Groupe à destination des professionnels. Le 31 décembre 2010, cette entité a été absorbée par la société PagesJaunes, opération de restructuration interne qui n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

L'ensemble des titres des sociétés 123people, Keltravo et Aronet a été acquis pour un prix de 21,0 millions d'euros dont 0,4 million d'euros de frais et honoraires ; la part acquise en numéraire s'élève à 18,2 millions d'euros.

Des compléments de prix d'un montant total estimé à 2,8 millions d'euros pourraient être versés en 2012 et 2013 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Ils ont été comptabilisés en passifs courants et non courants.

Aucun ajustement n'a été apporté en 2011 sur l'affectation du prix d'acquisition de ces entités.

Note 6 - Charges de personnel

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 426	4 253
Salaires et charges	(345 191)	(338 258)
dont : - Traitements et salaires	(235 770)	(236 988)
- Charges sociales	(98 959)	(92 049)
- Taxes sur les salaires et autres	(10 462)	(9 221)
Rémunération en actions (1)	(1 862)	(2 452)
dont : - Stocks options et actions gratuites	(1 511)	(2 141)
- Charges sociales attributions de stock options et d'actions gratuites	(351)	(311)
Participation des salariés (2)	(14 137)	(14 712)
Total charges de personnel	(361 190)	(355 421)

(1) cf. note 25

(2) y c. forfait social

Note 7 - Résultat de cession d'actifs

Cette rubrique inclut le résultat des opérations courantes de cession des actifs incorporels, corporels et financiers.

Note 8 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	96	58
Résultat de cession d'actifs financiers	1 419	558
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	1 202	1 263
Dividendes reçus	151	100
Produits financiers	2 868	1 979
Intérêts sur dettes financières	(82 908)	(49 031)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(30 110)	(40 257)
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(15)	(574)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(12 853)	(6 808)
Autres frais & honoraires financiers	(478)	(341)
Coût de désactualisation (1)	(2 669)	(2 556)
Charges financières	(129 033)	(99 567)
Gain (perte) de change	-	30
Résultat financier	(126 165)	(97 558)

(1) Le coût de désactualisation correspond à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite (cf. note 24) et de la dette sur instruments de couverture (cf. note 16).

Note 9 - Impôt sur les sociétés

9.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
Résultat net des activités poursuivies avant impôt	322 626	384 165
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(111 091)	(132 281)
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(1 248)	(384)
Dépréciation prêt et compte courant ODQ Media	254	896
Rémunération en actions	(520)	(729)
Filiales étrangères	168	451
Imputation de déficits antérieurs non reconnus	192	-
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises	(8 884)	(7 365)
Taxe additionnelle de 5%	(5 294)	-
Autres produits et charges non taxables	853	173
Impôt effectif	(125 568)	(139 239)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(114 887)</i>	<i>(139 617)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>(10 681)</i>	<i>378</i>
Taux d'imposition effectif	38,92%	36,24%

9.2 - Impôt au bilan

La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	Exercice clos le 31 décembre 2010
Indemnités de départ en retraite	15 378	13 537
Participation des salariés	4 706	4 783
Provisions non déductibles	4 570	4 726
Instruments de couverture	19 436	24 806
Autres différences	1 186	914
Sous-total impôts différés actifs	45 276	48 766
Instruments de couverture	-	-
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	(165)	(309)
Frais d'émission d'emprunts	(11 641)	(9 934)
Marque 123people	(1 132)	(1 132)
Amortissements à caractère fiscal	(13 432)	(6 955)
Sous-total impôts différés passifs	(26 370)	(18 330)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	18 906	30 436
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>20 182</i>	<i>31 572</i>
<i>Impôts différés au passif</i>	<i>(1 276)</i>	<i>(1 136)</i>

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDO Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire en 2011. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 63,0 millions d'euros au 31 décembre 2011.

PagesJaunes Groupe a opté, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes Groupe, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 31,6 millions d'euros au 31 décembre 2010 à 20,2 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Au bilan du 31 décembre 2011, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 5,4 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,1 million d'euros. Au 31 décembre 2010, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 2,0 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,5 million d'euros. L'impôt décaissé au cours de l'exercice 2011 est de 117,9 millions d'euros contre 136,0 millions d'euros en 2010.

Note 10 - Résultat par action

En 2011, le résultat net s'élève à 197,1 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 280,2 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,70 euro et à 0,68 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2011, de 7,9 millions d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites (cf. note 25).

En 2010, le résultat net s'élève à 244,9 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 280,5 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,87 euro et à 0,85 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2010, de 6,9 millions d'options de souscription d'actions.

Note 11 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées

Les écarts d'acquisition nets des sociétés consolidées par intégration globale s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011			Exercice clos le 31 décembre 2010			Variation
	Valeur brute	Pertes de valeur cumulées	Valeur nette	Valeur brute	Pertes de valeur cumulées	Valeur nette	Valeur nette
QDD Media - Internet	71 263	(68 882)	2 381	68 882	(68 882)	-	2 381
Mappy - Internet	7 400	-	7 400	7 400	-	7 400	-
PagesJaunes Marketing Services - Int.	13 278	-	13 278	13 278	-	13 278	-
Euro Directory	-	-	-	12 109	-	12 109	(12 109)
Euro Directory - Annuaire imprimés	4 238	-	4 238	-	-	-	4 238
Euro Directory - Internet	7 871	-	7 871	-	-	-	7 871
PagesJaunes	-	-	-	6 824	-	6 824	(6 824)
PagesJaunes - Internet	6 824	-	6 824	-	-	-	6 824
Horyzon Média - Internet	11 100	-	11 100	11 104	-	11 104	(4)
Acquisitions 2010 - Internet	15 972	-	15 972	15 972	-	15 972	-
Acquisitions 2011 - Internet	25 015	-	25 015	-	-	-	25 015
TOTAL	162 961	(68 882)	94 079	135 569	(68 882)	66 687	27 392

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Solde en début d'exercice	66 687	50 358
Acquisitions	27 396	16 370
Cessions	-	-
Pertes de valeur	-	-
Reclassements et autres	(4)	(41)
Solde en fin d'exercice	94 079	66 687

La valeur des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 2% et 2,5% et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 9,0% et 11,0% selon les unités génératrices de trésorerie. Ces taux sont basés sur des études sectorielles publiées.

Au 31 décembre 2011, les tests de perte de valeur relatifs à ces incorporels ne présentent pas de sensibilité matérielle aux variations de taux.

Les hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables sont de nature similaire

d'une UGT à l'autre ; il peut s'agir des données de marché, du taux de pénétration des supports ou des produits sur le marché, du chiffre d'affaires (nombre d'annonceurs, revenu moyen par annonceur), des niveaux de marge brute opérationnelle. Les valeurs assignées à chacun de ces paramètres sont le reflet de l'expérience passée, affectée des évolutions anticipées sur la période du plan. Ces paramètres constituent les principaux facteurs de sensibilité. Il n'existe pas de variation raisonnablement possible de ces facteurs de sensibilité qui puissent conduire la valeur recouvrable des écarts d'acquisition à un niveau significativement inférieur à leur valeur comptable.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée en 2011 et 2010.

Note 12 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011			31 décembre 2010		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Logiciels et applications support	134 991	(77 773)	57 218	102 380	(62 027)	40 352
Concession <i>l'Annuaire</i>	-	-	-	11 000	(11 000)	-
Marque 123people	4 526	-	4 526	4 526	-	4 526
Autres immobilisations incorporelles	6 420	(1 726)	4 694	5 534	(1 259)	4 276
Total	145 937	(79 499)	66 438	123 440	(74 286)	49 154

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2011 et 2010.

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Solde en début d'exercice	49 154	25 051
Acquisitions	13 167	12 543
Immobilisations générées en interne (1)	21 666	17 725
Effet des variations de périmètre (2)	240	4 557
Cessions et amortissements accélérés	(1 220)	(202)
Dotation aux amortissements	(16 569)	(10 520)
Solde en fin d'exercice	66 438	49 154

(1) concerne l'ensemble des frais de développement activés

(2) en 2011, concerne pour l'essentiel les acquisitions de A Vendre A Louer et Fine Media. En 2010, concerne les acquisitions de Keltravo et 123people

La hausse des investissements réalisés par le Groupe est liée au lancement de nouveaux produits et services à destination des clients, et à l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe. Une partie de ces investissements est réalisée par des équipes internes.

Note 13 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011			31 décembre 2010		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Terrains et constructions	1 509	(266)	1 243	1 509	(247)	1 262
Informatique et terminaux	52 635	(40 651)	11 984	49 714	(37 415)	12 299
Autres	41 376	(26 380)	14 996	37 571	(23 438)	14 133
Total	95 520	(67 297)	28 223	88 794	(61 100)	27 694

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2011 et 2010.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Solde en début d'exercice	27 694	22 950
Acquisitions d'immobilisations corporelles	9 321	12 477
Effet des variations de périmètre (1)	92	150
Cessions et mises au rebut	(72)	(39)
Dotation aux amortissements	(8 812)	(7 844)
Solde en fin d'exercice	28 223	27 694

(1) en 2011, concerne pour l'essentiel les acquisitions de A Vendre A Louer et Trazada. En 2010, concerne les acquisitions de Keltravo et 123people

Note 14 - Autres actifs disponibles à la vente

Cette rubrique inclut les titres de participation classés en actifs disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

Note 15 - Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts de garantie.

Note 16 - Instruments financiers dérivés

PagesJaunes Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable. PagesJaunes Groupe a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Description des instruments financiers dérivés

PagesJaunes Groupe a conclu avec plusieurs établissements financiers :

En 2006 et 2009,

- des contrats de swap de taux d'intérêt, d'un montant nominal total de 580 millions d'euros, se terminant le 13 décembre 2011. Dans le cadre de ces opérations, PagesJaunes Groupe était receveur du taux variable Euribor 3 mois et payeur du taux fixe moyen de 3,16%,
- deux collars, constitués de la combinaison synthétique d'achats de caps et de ventes de floors, pour un montant nominal total de 1 140 millions d'euros, commençant le 13 décembre 2006 pour se terminer le 13 décembre 2011. Les tunnels constitués par ces collars prévoyaient un taux d'intérêt minimum de 3,0% et un taux d'intérêt maximum de 4,0%.

L'ensemble de ces instruments est arrivé à échéance au 13 décembre 2011.

En 2009, des contrats de swaps d'un montant nominal total de 900 millions d'euros ont été conclus, commençant le 13 décembre 2011 et se terminant le 24 novembre 2013, et pour lesquels PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable Euribor 3 mois et payeur du taux fixe moyen de 3,79%.

Au début de l'été 2011, des contrats de swaps de taux d'intérêt d'un montant nominal total de 500 millions d'euros, commençant le 24 novembre 2013 et se terminant le 11 septembre 2015, et pour lesquels PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable Euribor 3 mois et payeur du taux fixe moyen de 2,77%.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable (cf. note 26). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre par PagesJaunes Groupe lors de l'initiation de ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2011 et 2010, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette bancaire.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La juste valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Swaps de taux d'intérêt – couverture de flux de trésorerie	(56 106)	(42 700)
Swap de taux d'intérêt – couverture de juste valeur	(325)	(574)
Collars – couverture de flux de trésorerie	-	(20 668)
<i>dont valeur intrinsèque</i>	-	(19 730)
<i>dont valeur temps</i>	-	(938)
Actif / (passif)	(56 431)	(63 942)

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de

trésorerie) entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011, soit une baisse de 13,4 millions d'euros pour les swaps de taux d'intérêt et une hausse de 19,7 millions d'euros pour la valeur intrinsèque des collars (arrivée à échéance), a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé de 2,2 millions d'euros.

Les variations de la valeur temps des collars et du swap de base qualifié en couverture de juste valeur ont été constatées en produits financiers (cf. note 8), pour un montant de 1,2 million d'euros. Un impôt différé de 0,4 million d'euros a été constaté à ce titre.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

Note 17 - Stocks nets

Les stocks sont principalement composés de papier pour la production des annuaires imprimés et d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites internet.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours des exercices 2011 et 2010.

Note 18 - Créances clients

La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Créances clients brutes	466 516	472 770
Provisions pour dépréciation (1)	(24 450)	(21 071)
Créances nettes avant dépréciation statistique	442 066	451 699
Provisions pour dépréciation statistique (1)	(2 754)	(4 657)
Créances clients nettes	439 312	447 042

(1) cf. note 21 – Variations des provisions pour dépréciation des actifs

Au 31 décembre, les créances clients ont les échéances suivantes :

en milliers d'euros	Total (1)	Non échues (1)	Echues et non dépréciées (1)					
			< 30 jours	entre 31 et 60 jours	entre 61 et 90 jours	entre 91 et 180 jours	entre 181 et 360 jours	> à 360 jours
2011	442 066	392 770	17 995	9 319	5 084	8 267	7 507	1 124
2010	451 699	398 594	15 373	5 431	9 666	9 465	8 176	4 994

(1) Hors provisions pour dépréciation statistiques d'un montant total de 2 754K€ au 31 décembre 2011 et 4 657K€ au 31 décembre 2010

Le portefeuille des créances clients du Groupe ne présente pas de risque de concentration important (plus de 712 000 annonceurs dont 655 000 en France). En France, les 20 premiers annonceurs de

PagesJaunes représentent 1,3% de ce chiffre d'affaires (1,4% en 2010) et les annonceurs des 10 premières rubriques professionnelles représentent 15,5% du chiffre d'affaires de PagesJaunes (14,0% en 2010). En France, les provisions pour risques clients demeurent à un niveau très faible, avec un taux de dotations nettes par rapport au chiffre d'affaires de 0,41% en 2011 contre 0,42% en 2010.

Note 19 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2011	31 décembre 2010
TVA à recevoir	17 765	17 148
Divers Etat à recevoir	12	17
Avances et acomptes aux fournisseurs	4 494	3 347
Autres actifs courants	6 704	7 315
Total	28 975	27 827

Note 20 - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des coûts de production (essentiellement commissions des vendeurs) des annonces en ligne (étalées sur la durée d'affichage qui est généralement de 12 mois), ainsi que des annuaires imprimés à paraître.

Note 21 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations	Reprises provisions non utilisées	Reprise provisions utilisées	Autres mouvements ⁽¹⁾	Solde en fin de période
2010						
Créances clients	22 871	8 237	(1 819)	(3 878)	317	25 728
Autres actifs	59	-	(59)	-	-	-
2011						
Créances clients	25 728	6 620	(1 339)	(3 995)	190	27 204
Autres actifs	-	-	-	-	-	-

(1) dont entrées de périmètre de AVAL (103 K€) en avril 2011 et Fine Media (68 K€) en juillet 2011

Les créances relatives aux annuaires à paraître font l'objet d'une provision en fonction d'un taux statistique observé de manière empirique sur les historiques des 5 dernières années parues.

Note 22 - Capitaux propres

22.1 - Capital social

Aux 31 décembre 2010 et 2011, le capital social de PagesJaunes Groupe d'un montant de 56,2 millions d'euros est divisé en 280 984 754 actions ordinaires de 0,20 euro de valeur nominale unitaire. Il est entièrement libéré.

Le capital de PagesJaunes Groupe est détenu à hauteur de 54,68% par Médiannuaire SAS aux 31 décembre 2010 et 2011.

22.2 - Autres réserves et autres éléments du résultat global

Les autres réserves consolidées et autres éléments du résultat global sont négatifs à hauteur de 2 461,6 millions d'euros au 31 décembre 2011 (2 550,0 millions d'euros au 31 décembre 2010) et se composent essentiellement de :

- de la part des distributions excédant le résultat de l'exercice, relative essentiellement à la distribution exceptionnelle opérée en novembre 2006 d'un montant de 2 519,7 millions d'euros ;
- la perte de juste valeur des instruments financiers dérivés entre leur date de conclusion et le 31 décembre 2011 pour un montant avant impôt de 56,1 millions d'euros (62,4 millions d'euros au 31 décembre 2010) et d'un impôt correspondant de 19,7 millions d'euros (21,5 millions d'euros au 31 décembre 2010) ;
- la contrepartie de la charge de rémunération en actions pour la part dénouée en instruments de capitaux propres d'un montant de 59,9 millions d'euros (58,4 millions d'euros au 31 décembre 2010), cf note 25.

L'horizon prévisionnel de recyclage des réserves relatives aux instruments de financiers, générées dans le cadre de la mise en œuvre de la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39, se situe entre 2 et 4 ans (cf. note 16, échéance de ces instruments).

22.3 - Actions propres

Un contrat de liquidité a été mis en place en 2008 avec un prestataire de services d'investissement. Il est reconductible d'année en année. Les moyens affectés à la mise en œuvre de ce contrat se sont élevés à 8,0 millions d'euros.

Au titre de ce contrat, au 31 décembre 2011, la Société détient 1 203 500 de ses propres actions, comptabilisées en diminution des capitaux propres et 1,9 million d'euros de liquidités classées dans la rubrique trésorerie et équivalents de trésorerie.

Par ailleurs, PagesJaunes Groupe a racheté en 2011, 2 000 000 d'actions propres hors contrat de liquidité pour un montant total de 6,0 millions d'euros.

Ainsi, au 31 décembre 2011, PagesJaunes Groupe détenait un total 3 203 500 de ses propres

actions.

Au 31 décembre 2010, la Société détenait 619 061 de ses propres actions et 4,0 millions d'euros de liquidités au titre du contrat de liquidité.

22.4 - Dividendes

Le dividende mis en paiement le 23 juin 2011 s'est élevé à 162,7 millions d'euros, soit 0,58 euro par action.

En 2010, le dividende mis en paiement le 24 juin s'était élevé à 182,4 millions d'euros, soit 0,65 euro par action.

Note 23 - Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt et sont en principe payables entre 30 jours et 60 jours.

Note 24 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs

Ils se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Avantages postérieurs à l'emploi	42 936	39 327
Autres avantages à long terme	8 294	8 108
Avantages du personnel - non courants (1)	51 230	47 435
Autres provisions pour risques	5 915	6 597
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	443	216
Provisions – non courantes	6 358	6 813

(1) Cf. détails note suivante. Les avantages du personnel non courants concernent les entités françaises.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Personnel (1)	74 188	78 373
Organismes sociaux	44 091	40 888
Total avantages du personnel – courants	118 279	119 261
TVA à payer	86 906	86 205
Divers Etat à payer	8 704	7 633
Autres passifs courants	1 843	970
Autres passifs courants	97 453	94 808

(1) Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	Solde en fin d'exercice
Provisions pour litiges sociaux et fiscaux	7 405	1 863	(2 049)	(516)	34	6 737
Autres provisions pour risques	693	270	(307)	(139)	-	517
Total provisions	8 098	2 133	(2 356)	(655)	34	7 254
- dont non courant	6 813	1 307	(1 989)	(89)	316	6 358
- dont courant	1 285	826	(367)	(566)	(282)	896

Engagements de retraite et autres avantages du personnel

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2011	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2010
Variation de la valeur des engagements						
Valeur totale des engagements en début de période	56 323	8 108	64 432	50 561	7 105	57 667
Coût des services rendus	3 468	550	4 018	3 480	569	4 049
Coût de l'actualisation (charge d'intérêts)	2 401	319	2 720	2 257	312	2 569
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-	-	-
Modification du régime	-	-	-	-	-	-
Réductions / liquidations	(1 075)	-	(1 075)	(616)	(62)	(678)
(Gains) / pertes actuariels	(413)	(401)	(814)	2 586	483	3 070
Prestations payées	(632)	(283)	(915)	(1 945)	(300)	(2 245)
Acquisitions	-	-	-	-	-	-
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-	-	-
Valeur totale des engagements en fin de période (A)	60 072	8 294	68 366	56 323	8 108	64 432
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes intégralement ou partiellement financés</i>	<i>58 499</i>	<i>-</i>	<i>58 499</i>	<i>55 060</i>	<i>-</i>	<i>55 060</i>
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes non financés</i>	<i>1 573</i>	<i>8 294</i>	<i>9 867</i>	<i>1 264</i>	<i>8 108</i>	<i>9 372</i>
Variation des actifs de couverture						
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	25	-	25	577	-	577
Produits financiers sur les actifs de couverture	3	-	3	12	-	12
Gains / (pertes) sur actifs de couverture	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par l'Employeur	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-	-	-
Réductions / liquidations	-	-	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-	-	-	(564)	-	(564)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-	-	-
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)	28	-	28	25	-	25
Couverture financière						
Situation du régime (A) – (B)	60 044	8 294	68 338	56 298	8 108	64 406
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	(15 546)	-	(15 546)	(16 972)	-	(16 972)
Coût des services passés non reconnu	-	-	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-	-	-
Provision / (actif) en fin de période	44 499	8 294	52 792	39 326	8 108	47 435
<i>dont provision / (actif) court terme</i>	<i>1 562</i>	<i>-</i>	<i>1 562</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>dont provision / (actif) long terme</i>	<i>42 937</i>	<i>8 294</i>	<i>51 230</i>	<i>39 326</i>	<i>8 108</i>	<i>47 435</i>
Charge de l'exercice						
Coût des services rendus	3 468	550	4 018	3 480	569	4 049
Coût de l'actualisation	2 401	319	2 720	2 257	312	2 569
Rendement attendu des actifs du régime	(3)	-	(3)	(12)	-	(12)
Amortissement des (gains) / pertes actuariels	725	(401)	324	822	483	1 305
Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-	-	-
Effet de réductions / liquidations	(787)	-	(787)	(425)	(62)	(488)
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-	-	-
Total charge de retraite	5 804	469	6 273	6 121	1 303	7 424
Evolution de la provision / (actif)						
Provision / (actif) en début de période	39 326	8 108	47 435	34 586	7 105	41 692
Charge de retraite	5 804	469	6 273	6 121	1 303	7 424
Charge de retraite des activités cédées	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par l'employeur	(632)	(283)	(915)	(1 381)	(300)	(1 681)
Prestations directement payées par l'employeur	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres (écarts d'acquisition)	-	-	-	-	-	-
Provision / (actif) en fin de période	44 499	8 294	52 792	39 326	8 108	47 435
Hypothèses						
Taux d'actualisation (%)	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	2,0%	2,00%	2,00%	2,0%	2,00%	2,00%
Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	-	-	-	-	-	-
Rendement attendu sur les actifs du régime (%)	4,20%	-	-	4,20%	-	-
Durée résiduelle probable d'activité	15,6	15,6	15,6	15,6	15,6	15,6
Montant comptabilisé en charge au titre de la période	5 804	469	6 273	6 121	1 303	7 424

En 2011, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 36,9 millions d'euros

Le taux d'actualisation retenu dans l'évaluation des engagements au 31 décembre 2011 est de 4,00%, stable par rapport au 31 décembre 2010.

La norme IAS 19 fixe le taux d'actualisation comme étant égal au taux des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturité de l'engagement ; si le marché de ces obligations n'est pas liquide, le taux est égal au taux des obligations d'Etat (OAT) correspondantes.

A la date d'évaluation, dans la zone Euro, les taux des obligations privées de première catégorie (AA) se situent entre 3,50% et 4,60% selon le référentiel Bloomberg.

Le taux d'actualisation effectivement retenu dans la présente évaluation est ainsi conforme à la norme IAS 19.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les avantages postérieurs à l'emploi (IFC) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 7% soit environ 3,7 millions d'euros, tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre 7% soit environ 4,1 millions d'euros.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les autres avantages à long terme (médailles du travail) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 5% (moins d'un million d'euros), tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre 5% (moins d'un million d'euros).

Pour l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, une hausse ou une baisse de 0,5% du taux d'actualisation entraînent respectivement une baisse ou une hausse de la charge de l'exercice de 0,2 million d'euros soit 0,1% du résultat de la période.

La valeur actualisée de l'obligation au titre de ces engagements et les ajustements du régime liés à l'expérience pour l'année en cours et pour les quatre années précédentes se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	2011	2010	2009	2008	2007
Valeur totale des engagements en fin de période	68 366	64 432	57 667	51 152	50 393
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période	(28)	(25)	(577)	(2 034)	(1 542)
Situation du régime	68 338	64 406	57 089	49 118	48 851
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - passifs	(837)	(2 655)	272	190	(1 581)
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - actifs du régime	-	-	-	-	-

Note 25 - Stock options et actions gratuites

25.1 - Stock options

25.1.1 - Description des plans

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'Assemblée générale mixte du 11 juin 2009 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'options de souscription d'actions, au sens des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement du Groupe. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'options de souscription attribuées au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 1,0% du capital de la Société à la date de cette Assemblée générale, soit 2 809 847 options.

Dans ce cadre, PagesJaunes Groupe a effectué en 2009 successivement trois attributions d'options de souscription d'actions :

- la première le 23 juillet, totalisant 1 145 000 options avec un prix d'exercice de 6,71 euros,
- la deuxième le 29 octobre, totalisant 87 000 options avec un prix d'exercice de 8,84 euros et
- la troisième le 17 décembre, totalisant 75 000 options avec un prix d'exercice de 7,82 euros.

Le programme s'est poursuivi en 2010 avec deux attributions complémentaires :

- la première le 27 juillet, totalisant 1 336 000 options avec un prix d'exercice de 8,59 euros,
- la seconde le 16 décembre, totalisant 166 000 options avec un prix d'exercice de 7,10 euros.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 12 avril 2005, PagesJaunes Groupe avait mis en place deux plans d'options de souscription d'actions :

- Le plan mis en place en juin 2005, totalisant 3 796 800 options avec un prix d'exercice ajusté de 11,72 euros, a une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options s'est faite de façon complète après 3 ans, soit le 30 juin 2008.
- Le plan mis en place en décembre 2007, totalisant 2 927 900 options avec un prix d'exercice de 14,46 euros, et ayant une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options s'est faite de façon complète après 3 ans, soit depuis le 20 décembre 2010. Il n'y a pas de conditions de performance.

Quels que soient les plans, une période de 4 ans d'inaccessibilité (restriction à la vente) des actions est requise par le régime fiscal et est à appliquer aux résidents fiscaux français.

25.1.2 - Description des modèles d'évaluation

Aucun plan de stock options n'a été consenti en 2011 par PagesJaunes Groupe ou l'une de ses filiales.

En 2010, PagesJaunes Groupe a évalué la juste valeur des biens ou services reçus pendant chacune des périodes en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Les justes valeurs des options du plan PagesJaunes Groupe attribuées en 2010 ont été calculées avec un modèle binomial qui reflète le comportement d'exercice anticipé des attributaires par le biais d'une hypothèse de « plafond d'exercice » exprimé en multiple du prix d'exercice et qui représente la valeur de l'action pour laquelle il est attendu que toutes les options seront exercées. Le plafond utilisé pour le calcul des justes valeurs ci-dessus est de 2,0. La volatilité attendue a été établie sur la base de la volatilité historique de l'action PagesJaunes Groupe. Compte tenu d'un taux de départ annuel avant ouverture des droits estimé à 5,0% et d'un taux de dividendes attendu estimé à 6,0%, les justes valeurs des options PagesJaunes Groupe ont ainsi été évaluées à :

Date d'attribution en 2010	27 juillet	16 décembre
Prix d'exercice	8,59 €	7,10 €
Cours du sous-jacent	9,23 €	6,80 €
Volatilité attendue	36%	35%
Taux sans risque	3,28%	3,99%
Juste valeur d'une option pour les résidents fiscaux français	2,45 €	1,63 €
Juste valeur d'une option pour les résidents fiscaux non français	2,53 €	1,67 €

La date d'attribution retenue pour l'évaluation de la charge correspond à la date de tenue du Conseil d'administration ayant attribué les options, le délai d'information des attributaires ayant été considéré comme raisonnable.

25.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice

	Nombre d'options 2011	Prix d'exercice moyen pondéré 2011	Nombre d'options 2010	Prix d'exercice moyen pondéré 2010
Options en circulation en début de période	7 994 484		6 870 922	
Plan de juillet 2010	1 319 000	8,59 €	-	-
Plan de décembre 2010	166 000	7,10 €	-	-
Plan de juillet 2009	1 039 000	6,71 €	1 145 000	6,71 €
Plan d'octobre 2009	87 000	8,84 €	87 000	8,84 €
Plan de décembre 2009	75 000	7,82 €	75 000	7,82 €
Plan de décembre 2007	2 483 484	14,46 €	2 626 600	14,46 €
Plan de juin 2005	2 825 000	11,72 €	2 937 322	11,72 €
Options attribuées	-	-	1 502 000	
Plan de juillet 2010	-	-	1 336 000	8,59 €
Plan de décembre 2010	-	-	166 000	7,10 €
Plan de juillet 2009	-	-	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
Options exercées	-	-	-	-
Plan de juillet 2010	-	-	-	-
Plan de décembre 2010	-	-	-	-
Plan de juillet 2009	-	-	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
Options annulées, rendues caduques	(383 201)		(378 438)	
Plan de juillet 2010	(87 500)	8,59 €	(17 000)	8,59 €
Plan de décembre 2010	(17 000)	7,10 €	-	-
Plan de juillet 2009	(87 750)	6,71 €	(106 000)	6,71 €
Plan d'octobre 2009	(20 000)	8,84 €	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	(89 100)	14,46 €	(143 116)	14,46 €
Plan de juin 2005	(81 851)	11,72 €	(112 322)	11,72 €
Options en circulation en fin de période	7 611 283		7 994 484	
Plan de juillet 2010	1 231 500	8,59 €	1 319 000	8,59 €
Plan de décembre 2010	149 000	7,10 €	166 000	7,10 €
Plan de juillet 2009	951 250	6,71 €	1 039 000	6,71 €
Plan d'octobre 2009	67 000	8,84 €	87 000	8,84 €
Plan de décembre 2009	75 000	7,82 €	75 000	7,82 €
Plan de décembre 2007	2 394 384	14,46 €	2 483 484	14,46 €
Plan de juin 2005	2 743 149	11,72 €	2 825 000	11,72 €

Au 31 décembre 2011, les options des plans de juin 2005 et de décembre 2007 sont exerçables. La durée moyenne restant à courir jusqu'au début de la période d'exercice est de 7 mois pour le plan de juillet 2009, de 10 mois pour le plan d'octobre 2009, de 12 mois pour le plan de décembre 2009,

de 19 mois pour le plan de juillet 2010 et de 24 mois pour le plan de décembre 2010.

25.2 - Attribution gratuite d'actions

25.2.1 - Description des plans

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2011 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'attribution gratuite d'actions, au sens des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement de la Société. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'actions gratuites attribuée gratuitement au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 1,5% du capital de la Société à la date de cette assemblée générale, soit 4 214 771 actions.

Le Conseil d'administration a arrêté les conditions d'un premier plan d'attribution gratuites d'actions le 26 octobre 2011. Ce plan a donné lieu à une première attribution de 1 226 000 actions. Un second plan d'attribution gratuite d'actions a été arrêté le 16 décembre 2011, et a donné lieu à une attribution complémentaire de 84 000 actions.

Au 31 décembre 2011, il restait 1 310 000 actions attribuables gratuitement en circulation. Ces actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période d'acquisition se terminant le 31 mars 2014, sous réserve que le bénéficiaire soit toujours salarié ou dirigeant du Groupe et que des conditions de performance soient satisfaites.

La date d'attribution retenue pour l'évaluation de la charge correspond à la date de tenue du Conseil d'administration ayant attribué les options, le délai d'information des attributaires ayant été considéré comme raisonnable.

Aucun plan d'attribution gratuite d'actions n'a été consenti en 2010 par PagesJaunes Groupe ou l'une de ses filiales.

25.2.2 - Description des modèles d'évaluation

La juste valeur d'une action attribuée correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition se terminant le 31 mars 2014.

Date d'attribution en 2011	26 octobre	16 décembre
Cours du sous-jacent	2,43 €	2,41 €
Période d'acquisition	2,43 ans	2,29 ans
Taux de dividende attendu	17%	17%
Juste valeur d'une action	1,98 €	1,63 €

La charge représentative du coût de ces plans d'attribution gratuite d'actions, qui tient compte d'un taux de départ annuel estimé à 15%, est amortie sur la période d'acquisition, soit 2,43 ans et 2,29 ans. Elle est ajustée en fonction de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance ou du taux de départ effectifs au cours de cette période, et définitivement fixée sur la base du nombre d'actions effectivement distribuées à l'issue de cette période.

25.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions

L'impact des plans d'options de souscription d'actions et des attributions gratuites d'actions sur le compte de résultat de l'exercice 2011 s'élève à 1,9 million d'euros contre 2,5 millions d'euros en 2010. Ces montants incluent les charges sociales relatives à la cotisation patronale de 14% assise sur la juste valeur des options attribuées en 2011.

Ces plans sont prévus d'être dénoués en instruments de capitaux propres.

Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Intérêts courus non échus	9	3
Equivalents de trésorerie	77 358	103 025
Trésorerie	5 315	2 949
Trésorerie brute	82 682	105 977
Découverts bancaires	(4 608)	(2 476)
Trésorerie nette	78 074	103 501
Emprunt bancaire	1 600 157	1 950 000
Emprunt obligataire	350 000	-
Frais d'émission d'emprunts	(33 368)	(21 439)
Dette de crédit-bail	91	159
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 16)	56 431	63 942
Dette sur instruments de couverture (cf. note 16)	-	1 866
Intérêts courus non échus	7 412	4 739
Compléments de prix sur acquisition de titres	9 923	2 772
Autres dettes financières	2 155	1 552
Endettement financier brut	1 992 801	2 003 591
<i>dont courant</i>	<i>11 281</i>	<i>41 233</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 981 520</i>	<i>1 962 358</i>
Endettement net	1 914 727	1 900 090

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2011, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 77,4 millions d'euros et sont constitués d'OPCVM investis dans le cadre du contrat de liquidité et de comptes à terme rémunérés non bloqués.

Ils sont évalués, car gérés, sur la base de leur juste valeur.

Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie d'un découvert autorisé de 30 millions d'euros auprès de certaines de ses banques.

Emprunt bancaire

PagesJaunes Groupe disposait d'un financement bancaire d'un montant total maximum de 2 350 millions d'euros, qui comprend d'une part, un emprunt moyen terme de 1 950 millions d'euros, et d'autre part, une ligne de crédit revolving d'environ 400 millions d'euros. La ligne de crédit revolving doit permettre le financement des besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe dans le cadre de ses activités opérationnelles et est utilisable notamment par tirage, émission de lettres de crédit ou mise en place de lignes bilatérales.

L'emprunt à moyen terme est à taux variable, il arrivait à échéance en novembre 2013 et était remboursable en totalité à l'échéance.

Le 12 mai 2011, le Groupe a finalisé le refinancement de la moitié de sa dette bancaire aux conditions suivantes :

- extension de la maturité de près de 2 ans d'une tranche (A3) de 962,0 millions d'euros de la dette avec une échéance qui passe de novembre 2013 à septembre 2015,
- élargissement des covenants avec des ratios de levier financier et de couverture financière qui sont ajustés afin de tenir compte de la nouvelle structure de la dette,
- augmentation modérée de la marge sur Euribor qui passe en moyenne de 175 points de base à 274 points de base.

La maturité des tranches A1 (642,3 millions d'euros) et A2 (345,3 millions d'euros) sont restées à novembre 2013.

La ligne de crédit revolving passe d'environ 400 millions d'euros à environ 300 millions d'euros.

Le 20 mai, PagesJaunes Groupe a finalisé, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros avec une prime d'émission de 2,3 millions d'euros soit un montant net perçu de 347,7 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018. Il a été affecté au remboursement de l'intégralité de la tranche A2 (345,3 millions d'euros) et d'une partie de la tranche A1 pour le solde soit 4,7 millions d'euros.

Cette opération a engendré l'extinction d'une partie de la dette bancaire et a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré d'une partie des frais liés à l'émission de ce financement en 2006, et liés à sa renégociation en 2011 pour un montant de 5,1 millions d'euros.

En application d'IAS 39, le refinancement du restant de l'emprunt bancaire n'a pas été considéré comme une extinction de dette.

Ces deux opérations ont engendré des frais à hauteur de 24,8 millions d'euros, prime d'émission incluse.

Le contrat de financement bancaire contient notamment des clauses de défaut et de remboursement anticipé obligatoire ainsi que des *covenants* financiers évolutifs qui ont été revus comme suit :

- le ratio de dette nette consolidée sur un agrégat proche de la MBO consolidée doit être inférieur ou égal à 4,30 du 31 décembre 2011 au 30 septembre 2012, à 4,00 du 31 décembre 2012 au 30 septembre 2013 et à 3,75 au-delà (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- le ratio d'un agrégat proche de la MBO consolidée par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 sur la durée restante du contrat (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers).

Au 31 décembre 2011, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en courant.

Il comporte en outre une clause de remboursement anticipé obligatoire en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge de 175 points de base pour la tranche A1 ou de 150 points de base dans le cas où le levier financier est inférieur à 3,50 fois un agrégat proche de la MBO. Cette marge est de 350 points de base pour la tranche A3.

La ligne de crédit revolving a la même maturité que la tranche A1, avec des intérêts à taux variable sur le taux de référence Euribor ou Libor avec une marge de 175 ou de 150 points de base. Au 31 décembre 2011, elle n'était pas tirée.

A l'issue de ces opérations, le profil de liquidité est le suivant :

- Dette bancaire tranche A1 : nominal de 638,0 millions d'euros à échéance novembre 2013 ;
- Dette bancaire tranche A3 : nominal de 962,0 millions d'euros à échéance septembre 2015 ;
- Emprunt obligataire : nominal de 350,0 millions d'euros à échéance juin 2018 ;
- Ligne de crédit revolving : nominal d'environ 300,0 millions d'euros à échéance novembre 2013.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions finalisées en 2010 et en 2011, des compléments de prix d'un montant total estimé à 9,9 millions d'euros pourraient être versés entre 2012 et 2014 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par PagesJaunes Groupe.

Note 27 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des produits sur ventes d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

Note 28 – Instruments financiers

28.1 - Instruments financiers inscrits au bilan

	Valeur au bilan	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					Autres
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture (Juste valeur par capitaux propres)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	
(en milliers d'euros)							
Actifs disponibles à la vente	207	-	-	207	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 299	-	-	-	1 299	-	-
Créances clients nettes	439 312	-	-	-	439 312	-	-
Autres actifs financiers courants	445	445	-	-	-	-	-
Equivalents de trésorerie	77 358	77 358	-	-	-	-	-
Trésorerie	5 324	5 324	-	-	-	-	-
Actifs financiers	523 945	83 127	-	207	440 611	-	-
Dettes financières et dérivés non courants	1 981 520	-	56 106	-	-	1 925 414	-
Découverts bancaires et autres emprunts courants	8 477	325	-	-	-	8 152	-
Intérêts courus non échus	7 412	-	-	-	-	7 412	-
Dettes fournisseurs	94 344	-	-	-	-	94 344	-
Passifs financiers	2 091 753	325	56 106	-	-	2 035 322	-

Les dérivés de couverture comptabilisés en juste valeur par capitaux propres sont détaillés en note 16.

Au 31 décembre 2011, la juste valeur des emprunts bancaire et obligataire représente un montant de 1 323,6 millions d'euros contre une valeur comptable de 1 950 millions d'euros :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cotation au 31/12/2011	Valeur de marché
Emprunt bancaire - facilité A1	637 970	75,5%	481 667
Emprunt bancaire - facilité A3	962 030	63,5%	610 889
Emprunt obligataire PagesJaunes Finance & Co SCA	350 000	66,0%	231 000
Sous-total emprunts	1 950 000	67,9%	1 323 556
Autres dettes dont frais d'émission d'emprunts	(24 586)	-	(24 586)
Dettes financières et dérivés non courants	1 925 414	67,5%	1 298 970

Le Groupe a classé les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs est composée des niveaux suivants:

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ; et
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables)

L'évaluation des dérivés de couverture correspond au niveau 2.

Durant l'exercice 2011, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs, ni de transfert vers ou depuis le niveau 3.

28.2 - Effet en résultat des instruments financiers

(en milliers d'euros)	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	Autres
Produits d'intérêt	2 868	1 666	1 202	-	-	-	-
Charges d'intérêt	(126 364)	-	(15)	-	-	(126 349)	-
Gain (perte) de change	-	-	-	-	-	-	-
Gains nets / (pertes nettes)	(123 496)	1 666	1 187	-	-	(126 349)	-
Coût de désactualisation	(2 669)						
Résultat financier (cf. note 8)	(126 165)						

Note 29 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital

Le Groupe a pour objectif d'optimiser sa structure financière, dont le principal critère d'appréciation est le levier financier (ratio d'endettement net sur la marge brute opérationnelle), afin de réduire le coût de son capital tout en conservant une flexibilité financière lui permettant de respecter son plan de développement.

Les deux principaux objectifs de la gestion financière sont les suivants :

- PagesJaunes Groupe, et le Groupe PagesJaunes au niveau consolidé, sont emprunteurs nets, et dans ce cadre, le premier objectif de PagesJaunes Groupe est de sécuriser et ainsi de limiter le coût de la dette ;
- En raison d'une part de la génération d'un cash flow important au rythme du cycle de prospection commerciale, et, d'autre part, du paiement des intérêts sur sa dette et de son dividende aux actionnaires selon une périodicité différente, le Groupe PagesJaunes dégage des excédents de trésorerie, et peut se trouver en situation d'excédent de trésorerie de manière temporaire. Ces excédents n'ayant pas vocation à être durables, l'objectif du Groupe est de les placer au meilleur taux d'intérêt dans le cadre d'une prise de risque très limitée.

Le Groupe veille également au respect des engagements inscrits dans sa documentation bancaire qui prévoit certaines clauses de défaut et d'exigibilité anticipée. Ces clauses sont notamment liées au respect de *covenants* opérationnels et financiers tels que le niveau minimum de couverture de la charge nette consolidée d'intérêts par un agrégat proche de la marge brute opérationnelle (MBO) consolidée et le levier maximum, mesuré par le rapport entre la dette nette consolidée et un agrégat proche de la MBO consolidée.

Le Groupe se fixe pour objectif de maintenir son levier financier entre 3 et 4 fois la MBO. Au 31 décembre 2011, ce levier s'établissait à 3,8 fois la MBO (3,6 fois au 31 décembre 2010), niveau inférieur au maximum de 4,30 fois fixé par la documentation bancaire (4,00 fois au 31 décembre 2010).

Compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.

Risque de taux de change

PagesJaunes Groupe estime que le risque de change n'est pas significatif en ce qui concerne son activité, dans la mesure où celle-ci s'exerce essentiellement en zone euro.

Risque de taux d'intérêt

PagesJaunes Groupe est exposé au risque de variation des taux d'intérêt dans la mesure où 82% de

ses financements à court et long terme est à taux variable. Le Groupe gère ce risque par un recours à des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt.

Les principales caractéristiques de la dette bancaire du Groupe figurent en note 26 (Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net), et celles des instruments utilisés pour la couverture de taux d'intérêt en note 16 (Instruments financiers dérivés – actifs non courants).

PagesJaunes Groupe estime qu'une augmentation de 0,50% des taux d'intérêt à court terme par rapport à l'Euribor 3 mois constaté au 31 décembre 2011, soit 1,356%, devrait aboutir à une diminution du résultat annuel consolidé avant impôt de l'ordre de 3,1 millions d'euros.

Sensibilité à une hausse de 50 points de base du taux Euribor 3 mois (avant impôt)

(en millions d'euros)	Equivalents de trésorerie		Emprunts bancaires et découverts bancaires	Instruments de couverture nets		Total
				Couverture des flux	Juste valeur	
Position au bilan	82,7	(1 602,3)	-	(56,4)		
Sensibilité en résultat	0,4	(8,0)	4,5	-		(3,1)
Sensibilité en capitaux propres	-	-	-	12,1		12,1

Risque de liquidité

Le Groupe PagesJaunes a mis en place une gestion de trésorerie centralisée avec un système de cash pooling qui inclut l'ensemble de ses filiales françaises, et est organisé autour d'un pivot PagesJaunes Groupe. Cette méthode de gestion des liquidités associée à un système de reporting interne permet au Groupe d'anticiper et d'estimer les flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles de ses différentes filiales, et ainsi d'optimiser le tirage sur ses lignes de crédit en cas de besoin de trésorerie, et les placements en cas d'excédent de trésorerie.

Sur la base des maturités des passifs financiers au 31 décembre 2011, les décaissements prévisionnels sur les périodes à venir, calculés sur la base de la courbe de taux forward constatée au 31 décembre 2011, sont les suivants :

Tableau de maturité des passifs financiers - sensibilité au risque de liquidité

(en millions d'euros)	Valeur au bilan		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018	
	Actif	Passif	Intérêts	Rembour.	Intérêts	Rembour.	Intérêts	Rembour.	Intérêts	Rembour.	Intérêts	Intérêts	Intérêts	Intérêts	Rembour.	Rembour.
Passifs financiers		(1 974,3)	(98,7)	(8,2)	(94,1)	(640,0)	(80,5)	(8,6)	(69,5)	(962,0)	(31,1)	(31,1)	(13,0)	(350,0)		
Emprunt bancaire A1	-	(638,0)	(17,3)	-	(18,4)	(638,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt bancaire A3	-	(962,0)	(42,9)	-	(44,6)	-	(49,5)	-	(38,4)	(962,0)	-	-	-	-	-	-
Emprunt obligataire	-	(350,0)	(31,1)	-	(31,1)	-	(31,1)	-	(31,1)	-	(31,1)	(31,1)	(13,0)	(350,0)		
Ligne de crédit revolving	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Découverts bancaires	-	(4,6)	-	(4,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus non échus	-	(7,4)	(7,4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Complément de prix sur acquisition de titres	-	(9,9)	-	(1,3)	(2,0)	(8,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes financières	-	(2,3)	-	(2,3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Couvertures du risque de taux																
Swaps de taux	-	(56,4)	(25,5)	-	(23,9)	(5,6)	-	(0,0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux forward (Euribor 3 mois)			0,96%		1,14%		1,64%		2,18%							

Risque de crédit

PagesJaunes Groupe généralement est exposé au risque de crédit, essentiellement, dans le cadre de ses placements, et de ses instruments de couvertures de taux. PagesJaunes Groupe limite le risque de crédit en sélectionnant des contreparties disposant d'une notation long terme supérieure à AA- (Standard & Poor's et/ou Fitch IBCA) et Aa3 (Moody's). Au 31 décembre 2011, l'exposition de PagesJaunes Groupe était de 78,1 millions d'euros au titre de ses opérations de placement (cf. note 26 - équivalents de trésorerie), la valeur de marché de ses instruments financiers dérivés étant par ailleurs négative (cf. note 16).

La procédure de gestion des opérations financières de PagesJaunes Groupe dresse en outre une liste limitative de signatures autorisées, en dehors de laquelle l'autorisation du Directeur général est obligatoire. La documentation bancaire limite également la liste des contreparties pour les

opérations de couverture de taux.

Risque actions

PagesJaunes Groupe estime que le risque actions n'est pas significatif dans la mesure où le montant investi en actions propres notamment via le contrat de liquidité reste limité, et où le placement de ses excédents de trésorerie n'est pas exposé à un risque sur les marchés d'actions.

Note 30 - Informations sur les parties liées

30.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des personnes qui sont à la clôture de chaque exercice, ou qui ont été, au cours des exercices clos, membres du Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, du Comité de Direction de PagesJaunes Groupe. Ce périmètre comprend également les administrateurs représentant les salariés siégeant au Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe.

En milliers d'euros	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Avantages à court terme (1)	5 051	4 157
<i>dont charges patronales</i>	<i>1 259</i>	<i>1 008</i>
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	43	30
Autres avantages à long terme (3)	1	2
Indemnités de fin de contrat (4)	422	904
Avantages sur capitaux propres (5)	558	291
Total	6 074	5 385

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires comptabilisés

(2) Pensions, retraites, autres prestations, assurance-vie, assurance médicale, ...

(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture)

(4) Indemnités de départ et clause de non concurrence, charges sociales incluses

(5) « Rémunérations en actions » y compris les charges sociales relatives aux attributions gratuites d'actions et de stock options

En 2011, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 0,4 million d'euros.

30.2 - Transactions avec les parties liées

Des contrats de prestations de services ont été mis en place en 2006 et en 2007 avec Médiannuaire, actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe. Ces contrats engendrent une charge de 1,4 million

d'euros au titre de l'exercice 2011 (1,2 million d'euros au titre de l'exercice 2010). Les transactions s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante.

Le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, réuni le 17 mai 2009, a nommé Jean-Pierre Remy Directeur général de la société à compter du 25 mai 2009. Jean-Pierre Remy ne bénéficiant d'aucun contrat de travail, le Conseil d'administration a décidé la mise en place d'une indemnité de départ, en cas de départ de la société contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie ou de sa mise en œuvre, dont le montant sera égal à sa rémunération annuelle brute forfaitaire (fixe et variable à objectifs atteints), sous réserve de la réalisation de conditions de performance

Une obligation de non-concurrence sera mise en œuvre en cas de cessation du mandat de Directeur général de Jean-Pierre Remy pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit. Cette interdiction de concurrence sera limitée à une période de 24 mois commençant le jour de la cessation effective de ses fonctions, et couvrira l'ensemble du territoire français. L'indemnité correspondante sera égale à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions.

Les emprunts bancaire et obligataire sont indirectement garantis par un nantissement portant sur les titres de l'entité PagesJaunes SA détenus par PagesJaunes Groupe.

Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2011				2010
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Contrats de location simple	56 101	13 836	39 179	3 086	60 080
Papier, impression, distribution ⁽¹⁾	5 488	5 488	-	-	6 931
Autres prestations	21 633	12 920	8 713	-	21 800
Engagements d'achats de biens et services	27 121	18 408	8 713	-	28 731
Total	83 222	32 244	47 892	3 086	88 811

(1) voir détail tableau ci-dessous

La rubrique « Autres prestations » inclut toutes les commandes fermes passées au 31 décembre 2011 sur des biens et services livrables à partir de 2012.

Engagements conditionnels (en milliers d'euros)	2011				2010
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Avals et cautions	335	335	-	-	335

Contrats de location

PagesJaunes a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des six prochaines années.

La direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 14,8 millions d'euros en 2011 (13,7 millions d'euros en 2010).

Les baux des locaux situés à Sèvres ont été consentis et acceptés pour une durée ferme de neuf années entières et consécutives à compter du 1^{er} avril 2007.

Au 31 décembre 2011, l'engagement pour le Groupe, au titre de l'ensemble des contrats de location, est de 56,1 millions d'euros dont 13,8 millions d'euros à moins d'un an.

Engagements d'achats de biens et services

Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité de fabrication et diffusion d'annuaires imprimés, les entités du Groupe sont amenées à conclure avec leurs fournisseurs de papier, leurs imprimeurs et leurs distributeurs, des contrats qui peuvent être annuels ou pluriannuels.

PagesJaunes avait conclu des contrats tri-annuels avec deux de ses papetiers au titre des exercices 2007, 2008, 2009, ces contrats ont été prolongés jusqu'au 31 janvier 2012 par avenant. Ces contrats fixent les conditions tarifaires octroyées sur la période et mentionnent des volumes prévisionnels de commandes pour chacune des années mais sans valeur contractuelle minimum. Les nouveaux contrats ne sont pas signés à date.

En 2008, PagesJaunes avait conclu de nouveaux contrats avec ses imprimeurs, d'une durée de cinq ans et expirant le 31 décembre 2013. Ces contrats ne comportent aucun engagement ferme hormis avec un imprimeur avec qui PagesJaunes s'est engagée sur un volume de 6 milliards de feuillets par an valorisé à 13,6 millions d'euros pour la durée du contrat restant à courir au 31 décembre 2011.

Seules les commandes fermes passées au 31 décembre 2011, tant auprès des fournisseurs de papier que des imprimeurs et des distributeurs, sont ainsi constatées en engagements hors bilan à cette date, pour un montant total de 5,5 millions d'euros, détaillé dans le tableau ci-après :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2011				2010
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Papier	2 496	2 496	-	-	3 566
Impression	2 097	2 097	-	-	2 321
Distribution	833	833	-	-	863
Contenus éditoriaux	62	62	-	-	181
Total	5 488	5 488	-	-	6 931

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein des entités françaises du Groupe, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 414 047 heures au 31 décembre 2011 (392 324 heures au 31 décembre 2010). En 2011, 2 468 heures ont été consommées par les salariés (10 322 heures en 2010).

Autres engagements donnés

Les emprunts bancaire et obligataire sont indirectement garantis par un nantissement portant sur les titres de l'entité PagesJaunes SA détenus par PagesJaunes Groupe.

Autres engagements reçus

PagesJaunes Groupe dispose d'une ligne de crédit revolving d'environ 300 millions d'euros destinée à couvrir les besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe émanant de ses activités opérationnelles. Cette ligne n'était pas tirée au 31 décembre 2011.

Les autres engagements hors bilan reçus significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	Total	2011		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Contrats de location simple – bailleur	825	372	453	-
Autres prestations	1 533	997	536	-
Total	2 358	1 369	989	-

Entités ad hoc

Le 20 mai 2011, PagesJaunes Groupe a finalisé, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA dédiée à cette opération, l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros (cf. note 25). Cette entité ad hoc est consolidée par intégration globale.

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants.

Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

Note 32 - Litiges

Dans le cours normal de leur activité, les entités du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, les entités du Groupe ne sont parties à aucun procès ou procédure d'arbitrage quelconque dont la direction estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification avait pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés a assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en œuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Par un nouvel arrêt du 14 février 2007, la Cour de Cassation a confirmé la validité du plan mis en œuvre par PagesJaunes.

En ce qui concerne les dossiers devant les juridictions administratives, le Conseil d'Etat saisi en ultime recours, a rendu, le 12 janvier 2011, 8 décisions défavorables à PagesJaunes annulant les arrêts de la CAA de Paris de 2009 et donc l'autorisation donnée par le Ministre concernant les licenciements. 6 procédures prud'homales sont actuellement en cours avec demande d'indemnisation des conséquences financières des annulations des autorisations de licenciement. La provision, constituée fin 2002 au titre de ce risque, à hauteur de 7,3 millions d'euros, qui a fait l'objet, compte tenu de l'évolution favorable de ce dossier, de plusieurs reprises depuis 2006, s'élève au 31 décembre 2011 à 1,9 million d'euros.

PagesJaunes a été assignée par onze agences de publicité devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour abus de position dominante (notamment pour avoir supprimé sur les supports Internet et 118 008 la remise professionnelle de 5% qu'elle accorde aux annonceurs passant par l'intermédiaire des agences de publicité), pratiques discriminatoires et concurrence déloyale. Dans un jugement du 26 janvier 2011, le Tribunal de commerce de Nanterre s'est déclaré incompétent au profit du Tribunal de commerce de Paris.

En parallèle, ces mêmes agences ont saisi l'Autorité de la Concurrence des faits identiques à ceux soulevés devant le Tribunal de commerce de Nanterre (cf. ci-dessus) en sollicitant le prononcé de mesures conservatoires sur le fondement de l'article L.464-1 du Code de commerce.

L'Autorité de la concurrence a, dans une décision du 22 décembre 2010, rejeté la demande de mesures conservatoires et renvoyé l'instruction au fond.

D'autre part, la Société, comme les autres sociétés du secteur, est fréquemment assignée en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour la Société. Le nombre de ces procédures est en constante diminution depuis 2001, stable en 2006 et 2007 et à nouveau en diminution. Au 31 décembre 2011, il s'élevait à 10, pour un montant total de demandes de dommages et intérêts de 0,7 million d'euros. Dans le cadre de ces procédures, les entités du Groupe essaient de négocier un dédommagement amiable, qui permet de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'auront pas d'impact défavorable sur la situation financière du Groupe.

PagesJaunes SA a fait l'objet au cours de l'année 2010 d'un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009. La société a été notifiée d'un redressement d'un montant de 2,2 millions d'euros, ce risque a été provisionné en totalité au 31 décembre 2010. PagesJaunes SA conteste le redressement et a saisi la commission de recours amiable de l'Urssaf afin de défendre sa position.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 33 - Honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	Ernst & Young				Deloitte et Associés			
	Montant		En % des honoraires		Montant		En % des honoraires	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	346	354	75%	79%	334	307	84%	98%
- Dont PagesJaunes Groupe	123	121	27%	27%	123	121	31%	39%
- Dont filiales intégrées globalement	224	233	49%	52%	211	186	53%	59%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	115	94	25%	21%	64	7	16%	2%
- Dont PagesJaunes Groupe	109	87	24%	19%	64	7	16%	2%
- Dont filiales intégrées globalement	6	7	1%	2%	-	-	0%	0%
Sous-total	461	448	100%	100%	398	314	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social	-	-			-	-		
Autres	-	-			-	-		
Sous-total	-	-			-	-		
TOTAL	461	448	100%	100%	398	314	100%	100%

Note 34 - Périmètre de consolidation

Entités	Pays	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010	
		Intérêt	Contrôle	Intérêt	Contrôle
Sociétés consolidées par intégration globale					
PagesJaunes Groupe	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes	France	100%	100%	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%	100%	100%
Euro Directory	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes Marketing Services	France	100%	100%	100%	100%
Mappy	France	100%	100%	100%	100%
Horyzon Média	France	100%	100%	100%	100%
Horyzon Worldwide	Espagne	100%	100%	100%	100%
123people	Autriche	100%	100%	100%	100%
Keltravo	France	100%	100%	100%	100%
A Vendre A Louer (1)	France	100%	100%	-	-
Optimizaclick (2)	Espagne	100%	100%	-	-
Trazada (3)	Espagne	100%	100%	-	-
ClickRDV (4)	France	100%	100%	-	-
Fine Media (5)	France	100%	100%	-	-
PagesJaunes Finance & Co (6)	Luxembourg	100%	100%	-	-
Société consolidée par intégration proportionnelle					
Editus	Luxembourg	49%	49%	49%	49%
Sociétés consolidées par mise en équivalence					
Relaxevents (7)	France	40%	40%	-	-
Leadformance (8)	France	49%	49%	-	-

(1) acquisition le 1^{er} avril 2011

(2) acquisition le 23 mai 2011

(3) acquisition le 30 mai 2011

(4) acquisition le 24 mai 2011

(5) acquisition le 29 juillet 2011

(6) création lors de la mise en place de l'emprunt obligataire le 20 mai 2011

(7) souscription au capital le 27 avril 2011

(8) prise de participation le 30 novembre 2011

Note 35 - Evénements postérieurs à la clôture

Afin de sécuriser ses sources de financement, PagesJaunes Groupe a tiré, début janvier 2012, l'intégralité de sa ligne de crédit revolving d'un montant de 300 millions d'euros. Les fonds perçus à ce titre s'élèvent à 281 millions d'euros.